



CARTOGRAPHIE ET PROFIL  
SOCIOÉCONOMIQUE DES  
COMMUNAUTÉS DE RETOUR  
EN GUINÉE

RAPPORT  
DE SYNTHÈSE

---

2018



Projet financé par l'Union européenne  
Projet mis en oeuvre par l'OIM



SAMUEL HALL.

*Le présent rapport de synthèse a été produit grâce au soutien financier de l'Union européenne.*

*Les opinions exprimées dans ce document n'engagent que les auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues officielles de l'Union européenne ou de l'Organisation internationale pour les migrations. Les désignations utilisées et la présentation de tout le contenu du document n'impliquent aucune expression de la part de l'Union européenne ou de l'OIM concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région, ou de leurs autorités, concernant leurs frontières ou limites.*

*L'Union européenne ou l'OIM ne donnent aucune garantie ou représentation, explicite ou implicite, en ce qui concerne l'exactitude ou l'exhaustivité de ce document. En aucun cas, elles ne seront responsables de toute perte, dommage, responsabilité ou dépense encourus ou subis qui résulteraient de l'utilisation de cette étude, y compris, sans limitation, toute faute, erreur, omission, interruption ou retard à cet égard.*

*Ce document contient des liens à des sites Web de tiers. Les sites auxquels on peut accéder à partir de ces liens ne sont pas gérés ou contrôlés par l'Union européenne ou par l'OIM. L'Union européenne ou l'OIM ne sont donc pas responsables de la disponibilité, du contenu ou de l'exactitude de ces sites, ni d'aucun lien contenu dans ces sites cités comme référence. La mention de ces liens est à titre indicatif uniquement et ne constitue en aucun cas ni une recommandation ni une incitation aux lecteurs à utiliser ces références. Cette mention n'implique également aucune approbation de sites web par l'Union européenne ou l'OIM.*

*L'OIM croit fermement que les migrations ordonnées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société tout entière. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM collabore avec ses partenaires de la communauté internationale en vue de résoudre les problèmes pratiques de la migration, de mieux faire comprendre les questions de migration, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.*

Le présent rapport de synthèse a été préparé à la demande du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et la recherche a été effectuée par Samuel Hall. Les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'OIM. Toute erreur ou omission relève de la responsabilité de Samuel Hall.

Référence du document :

Samuel Hall (2018). *Cartographie et profil socioéconomique des communautés de retour en Guinée (Rapport de Synthèse)*. Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation internationale pour les migrations.

## I. CONTEXTE, OBJECTIFS & MÉTHODOLOGIE

Si la Guinée est marquée par une forte histoire migratoire, elle l'est, en revanche, essentiellement au niveau national et régional. Selon les chiffres de l'UNDESA, en 2015, seulement 7 % des migrants se sont rendus en Europe. A contrario, 78 % d'entre eux ont privilégié des destinations en Afrique.<sup>1</sup> C'est à partir de 2016 que la tendance s'infléchit, avec environ 13 300 migrants accostant l'Italie, soit une augmentation de 376 % par rapport à 2015. La migration irrégulière des Guinéens vers l'Europe est donc considérée comme un phénomène nouveau, et motivée par une variété de facteurs socioéconomiques.<sup>2</sup>

La Guinée n'a pas encore développé de cadre de gouvernance juridique spécifique pour la gestion des migrations<sup>3</sup>, mais une politique nationale est en cours d'élaboration. **La politique nationale de la migration (NMP)** devrait en effet être finalisée en juin 2018.<sup>4</sup>

La Guinée s'est vue octroyer un budget de 5,4 millions d'euros en tant que bénéficiaire du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour fournir une assistance à la réintégration à 2000 migrants assistés au retour.

Dans ce contexte en mutation rapide, la présente étude vise à soutenir la mise en œuvre opérationnelle de l'Initiative conjointe à travers : 1) une **étude de 5 communautés de retour identifiées par l'OIM en Guinée** et 2) une **base de référence socioéconomique pour permettre une évaluation de l'impact des initiatives d'assistance au retour et à la réintégration conduites par l'OIM en Guinée**. À travers la recherche socioéconomique et l'approche C4D (*Communication pour le Développement*), l'audience prioritaire reste les

migrants de retour, mais aussi les communautés dites « hôtes », de retour, de transit ou d'accueil, afin de faciliter la réintégration ou l'intégration sociale, économique, mais aussi psychosociale au sein de ces communautés.

L'Initiative conjointe est inscrite dans un changement d'approche à la réintégration au sein de l'OIM. En 2017, l'OIM a adopté une définition multidimensionnelle et intégrée de la réintégration durable : *« la réintégration est durable lorsque le migrant de retour atteint un niveau d'autosuffisance économique, de stabilité sociale au sein de sa communauté et de bien-être psychosocial, qui lui permet de faire face aux facteurs de migration. Une fois que la réintégration est durable, la décision de migrer à nouveau devient un choix et non une nécessité pour le migrant. »*

Ainsi, pour soutenir la réalisation de la réintégration durable des migrants assistés au retour, les activités doivent inclure, en plus des projets économiques, des projets avec des objectifs sociaux (notamment pour améliorer l'accès aux services) et psychosociaux. Ils doivent également viser les migrants de retour ainsi que les bénéficiaires de l'assistance au retour volontaire et à la réintégration (ARVR) individuelle et collective, les communautés d'accueil, et les structures des services publics et privés.

La présente étude se concentre sur les communautés de Dabankou-Kolaboui, Saraboido, Senko, Timbo et Timbi-Madina. Ces communautés sont de deux types distincts géographiquement (et donc socioéconomiquement) :

- **District rural** de la commune de Kolaboui (Dabankou) ;

<sup>1</sup> UNU-MERIT, Maastricht Graduate School of Governance, 2017, Guinée, Migration Profile, Annex to the Study on Migration Routes in the East and Horn of Africa, commissioned by Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

<sup>2</sup> EUTF logframe

<sup>3</sup> Entretien OIM, février 2018

<sup>4</sup> Entretien OIM, février 2018

- **Centres-villes des communes rurales** de Timbo, Timbi-Madina, Senko et Saraboido.

Cette recherche vise à mieux comprendre les communautés dans lesquelles les migrants assistés au retour reviennent ou arrivent – afin de formuler des recommandations au niveau communautaire et national.

L'enquête de terrain en Guinée Conakry a eu lieu du 17 février au 3 mars 2018. Les outils de recherche suivants ont été utilisés : entretiens quantitatifs avec des individus de 15-34 ans (579 répondants); groupes de discussion (2 par communautés, 10 au total); fiches d'observations communautaires (5); entretiens qualitatifs au niveau central et communautaire (50 au total).

Carte 1 : Communautés étudiées en Guinée



À l'heure actuelle, les migrants de retour bénéficient d'une perception globalement positive au sein de la communauté, notamment grâce à la longue histoire de migration légale guinéenne et du rôle clé joué par la diaspora dans le développement local. Sur l'ensemble des données, une part importante des répondants estime que les migrants de retour sont vus de manière positive au sein de la communauté (41 % des répondants), contre 33 % qui pensent l'inverse.

Cependant, au regard du nombre croissant de retours, d'une part, et des nombreux obstacles à la réussite du projet migratoire, d'autre part, **la perception et la réintégration durable des migrants de retour au sein des communautés sont susceptibles de se détériorer** dans les prochaines années. Par ailleurs, au niveau individuel, les traumatismes liés à une expérience négative du retour semblent de plus en plus répandus, avec des sentiments d'échec et de honte largement présents chez les migrants de retour qui n'ont pas réussi à subvenir aux besoins de leurs familles. L'enjeu de cette étude va donc au-delà de l'OIM ou des migrants de retour guinéens eux-mêmes, puisqu'elle touche à la pérennité sociale, sociétale et économique des communautés de retour : comment faire de l'expérience du retour une opportunité individuelle et communautaire ?



### Qui sont les migrants de retour interrogés lors de l'étude ?

L'échantillonnage aléatoire adopté pour l'enquête quantitative fait apparaître 180 personnes revenues de l'étranger, dont 30 % décrites comme « involontaires ». Dans cette étude, le terme « migrant de retour » est employé pour désigner les personnes interrogées lors de l'enquête qui ont vécu plus de trois mois à l'étranger et sont revenues en Guinée sans assistance de l'OIM ; et le terme « migrants assistés au retour » désigne les Guinéens assistés par l'OIM dans le cadre de l'assistance au retour volontaire et à la réintégration (14 individus). Malgré des similarités et des profils qui se recoupent entre ces deux groupes, les données décrivent, en plus des communautés sélectionnées, les migrants de retour – mais non les migrants assistés au retour, en raison de leur nombre relativement petit.

## II. DONNÉES SOCIOÉCONOMIQUES & PSYCHOSOCIALES SUR LES 5 COMMUNAUTÉS DE L'ÉTUDE

Cette section fournit un aperçu des conclusions les plus pertinentes relatives aux dimensions économiques, sociales et psychosociales des communautés étudiées.

### DIMENSION ÉCONOMIQUE

- **Profil socioéconomique de l'échantillon :**
- Seul un tiers de l'échantillon perçoit des revenus (à nuancer par le fait que l'échantillon comprend une proportion importante de jeunes de moins de 20 ans)
- Les migrants de retour répondants sont en majorité des hommes : 42 % contre seulement 22 % des femmes dans l'échantillon de la recherche
- **Discrimination envers les femmes concernant l'accès à l'éducation et l'emploi rémunéré**
- Un cinquième seulement des sondées déclarent percevoir un revenu, soit 17 points de moins que les hommes.
- L'abandon scolaire est plus élevé chez les hommes de l'échantillon, le plus souvent motivé par des raisons économiques (frais scolaires trop élevés, obligation de subvenir aux besoins de la famille), mais les femmes doivent encore se battre pour accéder à l'éducation au-delà du primaire. Les principaux obstacles à l'éducation des femmes sont le mariage et la pression familiale.
- **Vulnérabilité socioéconomique des migrants de retour**
- La migration a permis aux migrants de retour de développer des compétences prisées sur le marché du travail et des réseaux sociaux facilitant le transfert de fonds internationaux, mais leur vulnérabilité socioéconomique se traduit par un niveau d'endettement et de restrictions alimentaires plus élevés. Cela dénote le besoin de solutions d'accès au crédit productif, ainsi que de programmes d'allègement de la dette.
- Les migrants de retour rapportent également un taux de stress supérieur de 14 points à celui des non-migrants.
- **Accès au marché du travail : inadéquation croissante entre l'économie réelle des communautés de l'étude et les aspirations des répondants**
- Dans les secteurs de la construction, de l'industrie et des services, une entreprise sur cinq déclare ne pas pouvoir trouver le type de compétences dont elle a besoin ;
- L'écart entre les compétences acquises et souhaitées à l'échelle des communautés démontre que les répondants veulent élargir leurs champs de compétences dans des domaines faisant davantage partie du secteur formel comme le management, l'administration, le secrétariat ou la médecine ;
- Seuls 7 % des jeunes répondants souhaitent acquérir des compétences dans le domaine de l'agriculture et 10 % travaillent dans ce domaine. Ces données traduisent l'inadéquation croissante entre l'économie réelle des communautés de l'étude qui reste portée par l'agriculture (subsistance et commerce) et les envies de la nouvelle génération ;
- Il existe un fort potentiel entrepreneurial dans les communautés de l'étude, particulièrement à Senko, même si l'intérêt pour l'entrepreneuriat n'implique pas que les répondants aient les capacités ou les contacts pour y parvenir ;

- De manière générale, on note un très fort intérêt pour les emplois formels dans l'ensemble de l'échantillon, contrastant avec les taux indiqués d'intérêts pour l'entrepreneuriat, ce qui suggère une aspiration pour une liberté ou une autonomie (conçues abstraitement) et une recherche de sécurité.

### Acteurs économiques en Guinée :

L'Agence Guinéenne pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes dispose en son sein d'une équipe technique d'experts dans les domaines de : l'assistance, du conseil, de la formation, du suivi et du coaching.

Les projets en cours incluent :

- **Projet « Booster les compétences pour l'employabilité des jeunes » (BOCEJ) :** projet validé en septembre 2014 par le Conseil d'administration de la Banque Mondiale d'un montant global de 20 millions de dollars pour 2015-2020. Le projet vise à améliorer la qualité de la formation et de son adéquation aux besoins du marché de l'emploi en augmentant les taux d'emploi parmi les diplômés et en améliorant la gouvernance de la formation axée sur les compétences à travers trois composantes :
  - o **« le Fonds compétitif pour les compétences et l'employabilité » (FCCE) :** qui vise à créer et à améliorer des programmes de formation grâce à un partenariat public-privé (PPP).
  - o **« Programme de l'Éducation à l'Emploi » (E2E) :** qui vise à faciliter l'accès des jeunes diplômés, chômeurs, ainsi que les jeunes exclus en permanence du marché du travail en raison de chômage prolongé, à une formation axée sur l'emploi dans les domaines professionnels techniques et/ou des compétences de base en matière d'employabilité.
  - o **« Appui institutionnel et cadre réglementaire » :** cette composante vise à appuyer la révision du cadre réglementaire actuel des départements ministériels concernés par une approche participative impliquant tous les services qui auront la responsabilité de réviser les textes en vigueur et conformément aux réformes en cours.
- **Projet d'Appui à la Transformation Agricole Guinéenne (PATAG – EAJ)** financé par la Banque Africaine de Développement, la FAO et le gouvernement guinéen pour sélectionner, former et accompagner les jeunes porteurs de projet dans l'entrepreneuriat agricole.

### DIMENSION SOCIALE

- **Accès, qualité et pertinence de l'éducation à renforcer dans les communautés de l'étude**
  - Les infrastructures scolaires manquent de personnel, d'équipements et de formations adaptées aux besoins du marché du travail.
  - Les migrants de retour sont plus nombreux à avoir atteint le lycée et l'université, et moins nombreux à ne pas avoir fait des études.
- **Le manque d'infrastructures de qualité est perceptible dans l'ensemble des communautés,** avec néanmoins un niveau de satisfaction de l'accès aux services nettement plus élevé à Timbo et Timbi Madina, qu'à Dabankou, Senko et Saraboido.

- Le manque d'eau à Saraboido et Senko a un impact sur la qualité des récoltes et l'approvisionnement en eau potable
- À l'exception de Timbi Madina, l'électricité publique ne constitue pas la principale source d'énergie utilisée au sein des communautés. Ces dernières sont obligées d'utiliser des sources alternatives telles que les batteries, les lampes à kérosène ou les groupes électrogènes.
- La mauvaise qualité des routes est un frein au commerce et à la circulation des personnes et des biens, particulièrement à Senko, communauté enclavée en Guinée forestière.

### Acteurs sociaux en Guinée

- Les acteurs pouvant contribuer à l'amélioration de l'accès aux services de base à travers l'entrepreneuriat social sont au niveau national le Ministère de l'Action Sociale, et au communautaire les mairies, les préfectures, le Centre d'Étude et de Coopération Internationale CECI, le Crédit rural, UNDP, Tostan et les Coopératives.

### DIMENSION PSYCHOSOCIALE

- **Moins de la majorité des répondants souhaitent quitter leur communauté (41 %)**, notamment au sein de la tranche d'âge de 15 à 19 ans. Près de la moitié des migrants de retour interrogés souhaitent repartir. La migration repose de plus en plus sur une décision collective du ménage.
- **Les motivations invoquées pour le retour sont essentiellement familiales** (38 % au total, soit 18 points de plus que pour le départ).
- **On note un regard dichotomique sur les migrants de retour**, en fonction de la réussite ou de l'échec – financier – de leur projet migratoire. La grande majorité de l'échantillon pense que les non migrants ont soit une image positive ou ne sait pas (77 %).
- **Inclusion sociale** : Près de la moitié des répondants participent à des activités sociales au sein de leur communauté, et un quart le font très souvent. 75 % des répondants ont le sentiment d'appartenir à leur communauté.
- **Dimension psychosociale** : Les hommes éprouvent davantage de sentiments négatifs que les femmes. Les migrants de retour ressentent des sentiments de tristesse, de stress, de colère et de solitude de manière plus aigüe que les non migrants (entre 13 et 14 points de plus). Seuls 49 % des jeunes interrogés font preuve d'espoir dans l'avenir, et considèrent que leur situation va s'améliorer dans les 12 prochains mois.
- 43 % de l'échantillon dit vouloir avoir accès à **un soutien psychologique** - Si l'on considère également cette question selon le « désir de partir », on note que ceux qui aspirent le plus au départ sont aussi les plus intéressés par l'accès à un soutien psychologique (+22 points).

### Acteurs psychosociaux en Guinée

- Des structures impliquées au niveau local telles que Tostan pourraient contribuer à une prise en charge psychologique complète et systématique des migrants de retour.
- De plus, des relais communautaires peuvent contribuer à la **sensibilisation des familles des bénéficiaires**, notamment sur les attentes et la déception au sein de la famille, qui constituent un facteur de stress supplémentaire pour les migrants de retour.

### III. IDENTIFICATION DES BESOINS COMMUNAUTAIRES EN VUE D'UNE MEILLEURE RÉINTÉGRATION

Pour corroborer les informations recueillies sur le terrain et sur la base des indicateurs développés dans le rapport régional et le rapport MEASURE<sup>5</sup>, le tableau ci-dessous présente les différentes dimensions de réintégration individuelle pour les sept communautés de l'étude en Guinée. Dans un premier temps, un index est développé pour chacune des trois dimensions – économique, sociale, psychosociale – en fonction des données quantitatives récoltées lors de l'étude auprès des personnes interrogées dans chaque communauté. Ces trois index sont composés à l'aide des réponses données sur les profils socioéconomiques, les perceptions individuelles, la présence et la qualité des infrastructures, la présence et la qualité des services de santé, la possibilité d'obtenir des financements ou prêts, le dynamisme des échanges commerciaux, les vulnérabilités observables, la sécurité, l'environnement, la cohésion sociale, etc. Dans un second temps, un index synthétique représentant la moyenne arithmétique – sans poids particulier – des trois index précédents permet la définition d'un score de réintégration économique, sociale et psychosociale. Cette grille d'analyse pourra être répliquée, en utilisant la même méthodologie, lors des évaluations d'impact de à mi-parcours et finale ; des versions simplifiées peuvent aussi être développées par les équipes de suivi interne de l'OIM Guinée.

Tableau 1 : Score de réintégration économique, sociale et psychosociale pour les communautés étudiées en Guinée

	Pilier 1 Dimension économique			Pilier 2 Dimension sociale		Pilier 3 Dimension psychosociale		Score de réintégration		
	Rang	Communauté	Score	Communauté	Score	Communauté	Score	Rang	Communauté	Score
Guinée	1	Timbo	0,96	Timbi Madina	0,88	Timbi Madina	0,72	1	Timbi Madina	0,72
	2	Saraboido	0,90	Saraboido	0,35	Timbo	0,65	2	Timbo	0,65
	3	Kolaboui	0,60	Senko	0,15	Senko	0,49	3	Saraboido	0,58
	4	Timbi Madina	0,57	Kolaboui	0,01	Saraboido	0,49	4	Kolaboui	0,29
	5	Senko	0,10	Timbi Madina	0,88	Kolaboui	0,28	5	Senko	0,25

- La **dimension économique** porte sur la présence d'offres d'emploi ou d'activités génératrices de revenus, et sur le niveau de vie au sein d'une communauté. Dans le tableau 2, on voit la très nette différence entre Timbo (0,96) et Senko (0,10), et les cinq autres communautés (0,90 à 0,10). Sikasso jouit en effet de sa présence dans une région agricole très dynamique dans un contexte national et régional où l'agriculture demeure le premier secteur de l'économie et le premier pourvoyeur d'emplois. Les plus faibles scores obtenus par Senko sont le reflet de son enclavement et de la faiblesse de ses infrastructures (notamment de transport), limitant les opportunités et les échanges économiques dans cette zone – en effet, Senko est une ville de la région de N'zérékoré, la région la plus éloignée de Conakry, la moins urbanisée et située dans la zone naturelle de Guinée forestière où le taux de pauvreté est de 67 %.
- La **dimension sociale** prend en compte le niveau d'accès aux services de base tels que l'eau et l'électricité, l'éducation, la santé, le logement, la documentation, la justice. Dans la Région de Boké (Dabankou Kolaboui et Saraboido), les ressources sont disponibles, mais un manque de gouvernance efficace des ressources naturelles mène à des vulnérabilités communautaires. Si Senko est une communauté enclavée dans la Guinée

<sup>5</sup> IOM – MEASURE, 2017. *Setting Standards for The Operationalisation of IOM's Integrated Approach to Reintegration*, Final Deliverable, Research conducted by Samuel Hall for IOM – Geneva.

forestière, région naturelle la plus pauvre du pays, la Région de Mamou (Timbi Madina) est plus stable, mais pénalisée par le manque de personnel.

- La **dimension psychosociale** est couverte par les indicateurs quantitatifs prenant respectivement en compte l'incidence des émotions négatives au quotidien (colère, peur, solitude, faible estime de soi, tristesse, etc.) au sein de la communauté et le besoin en services psychologiques spécialisés. L'indicateur prend également en compte l'incidence de la discrimination, de la participation sociale et des niveaux perçus de sécurité et de confiance au sein de la communauté. Les scores très bas de Senko et Kolaboui s'expliquent par le taux élevé de ceux qui recherchent un soutien psychosocial spécialisé et un faible niveau d'inclusion au sein de réseaux sociaux (amis, groupes, syndicats, associations sportives, etc.)

Sur la base des index ci-dessus, nuancés par l'observation directe et par les entretiens qualitatifs, il est possible d'identifier des besoins communautaires spécifiques dans des domaines comme l'eau, l'énergie, l'environnement, etc. relevés dans le tableau suivant : en rouge, les enjeux prioritaires ; en orange, les enjeux importants ; en gris, les enjeux pour lesquels l'action de l'OIM ne saurait apporter une réponse directe à l'échelle communautaire.

Tableau 2. Aperçu des défis socioéconomiques principaux par communauté

Enjeux communautaires	Dabankou Kolaboui	Saraboido	Senko	Timbi Madina	Timbo
Eau					
Éducation					
Énergie					
Infrastructures					
Productivité agricole					
Environnement					
Financement					
Cohésion sociale					
Logement					
Santé					
Assistance psychosociale					
Accès aux documents	Possibilité de plaider à l'échelle nationale				
Accès à la justice - police	Possibilité de plaider à l'échelle nationale				

#### IV. APERÇU DES ACTEURS DE LA RÉINTÉGRATION ET DE LEURS CAPACITÉS EN GUINÉE

La Guinée n'a pas encore développé de cadre de gouvernance juridique spécifique pour la gestion de la migration<sup>6</sup>, cependant une politique nationale est en cours d'élaboration. **La politique nationale de la migration (NMP)** devrait en effet être finalisée en juin 2018.<sup>7</sup> Aujourd'hui, la mise en place d'un système complet pour assurer la réintégration durable des migrants de retour fait encore défaut.

Trois **considérations clés** doivent être prises en compte pour l'élaboration d'une stratégie efficace de renforcement des capacités :

- La création de plates-formes efficaces de coopération entre acteurs

<sup>6</sup> Entretien OIM, février 2018

<sup>7</sup> Entretien OIM, février 2018

- La promotion des opportunités économiques peut avoir des impacts sur la dimension sociale et psychosociale des communautés, en supposant que nous suivions une approche plus systémique où l'énergie, l'éducation, la santé sont également incluses dans la conception de l'intervention ;
- L'apprentissage doit être la pierre angulaire des méthodes, compte tenu de la complexité de toute attribution causale de ces interventions.

Malgré une coopération efficace entre l'OIM et les membres du gouvernement dans le cadre du projet EUTF et la prochaine finalisation de la NMP en juin 2018, le manque d'autonomie et de capacités techniques et financières des autorités (tant au niveau national que communautaire) sur ces questions demeure un défi pour la mise en place d'un système de gouvernance efficace sur les questions migratoires.

Plusieurs acteurs ont été identifiés afin de renforcer le système de réintégration et appuyer les acteurs gouvernementaux grâce à leur expérience de terrain dans l'un des domaines suivants, pertinents pour la réintégration à l'échelle communautaire :

- **Infrastructures communautaires** : programmes d'assainissement, construction de routes, formations en hydroélectricité
- **Secteur agricole** : renforcement de la chaîne valeur, modernisation du secteur agricole par l'utilisation de nouvelles techniques et équipements, formations dans les techniques de transformations
- **Développement économique local** : formations en entrepreneuriat, accès au crédit, renforcement des compétences (couture, mécanique, agriculture)
- **Création d'emplois** : création d'institutions de formation, formations dans les secteurs minier et agricole
- **Renforcement des liens avec la diaspora** : engagement de la diaspora dans le développement national et la sensibilisation, le soutien des projets et des associations de la diaspora
- **Renforcement de la cohésion sociale et gouvernance démocratique** : dialogues communautaires, activités culturelles ou sportives favorables à la réintégration, formation sur les droits de l'homme
- **Soutien psychosocial** : expérience dans le domaine de la santé, écoute et suivi psychologique individuel, groupe de discussion

La cartographie suivante présente les dynamiques liant l'ensemble de ces acteurs au niveau central ainsi que les obstacles identifiés en matière de coopération. Elle permet ainsi d'identifier les points de tension au sein de l'écosystème de la réintégration, tel qu'ils apparaissent aux acteurs interrogés lors de cette étude.

Enfin, le tableau 3 présente des partenariats généraux et applicables à toutes les interventions d'intégration économique, sociale, psychosociale et environnementale ainsi que les besoins en renforcement de ces acteurs. Ces résultats s'appuient sur des observations empiriques et des entretiens à l'échelle nationale ainsi que sur des enquêtes de terrain dans les sept communautés de l'étude. Ces pistes de partenariat ne sont qu'indicatives, en raison des limites propres à cette étude, et requièrent un travail d'information sur chaque partenaire – qu'il soit institutionnel ou non – de la part de l'OIM afin de garantir la faisabilité technique, la viabilité financière et la durabilité de chaque partenariat.

Graphique 1 : Cartographie des acteurs avec identification des faiblesses structurelles majeures

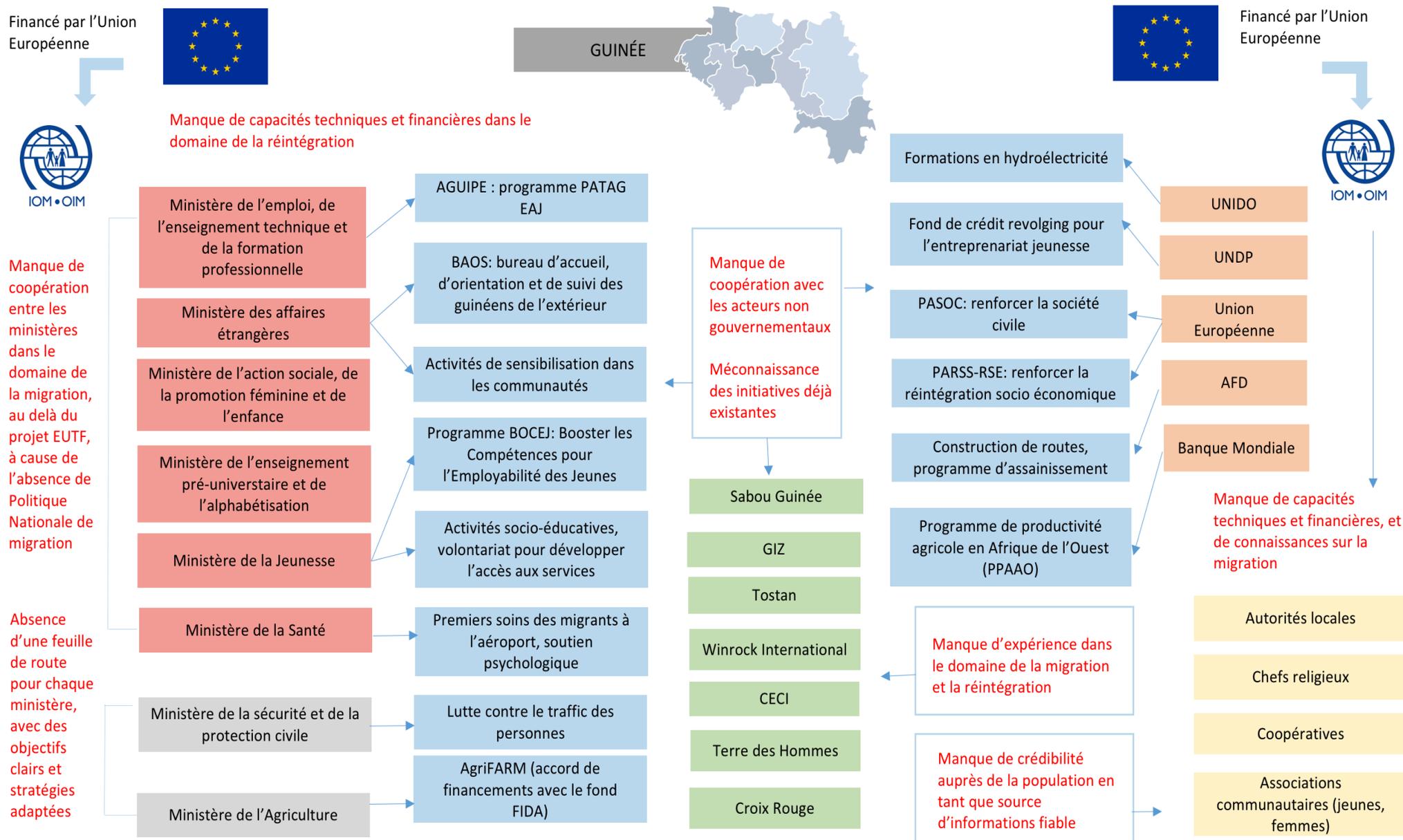


Tableau 3 : Partenariats structurels et généraux (indépendamment des chaînes de valeur ou des secteurs)

<p>STRUCTURE D' INTÉGRATION SOCIOÉCONOMIQUE, SOCIALE,</p>	<p><b>Partenaires institutionnels et/ou gouvernementaux</b>            Agence Guinéenne pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (AGUIPE)            Office National de Formation Professionnelle (ONFP) - Guinée            Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail            Ministère de la Jeunesse            Ministère de la Santé            Ministère de l'Enseignement Pré Universitaire et de l'Alphabétisation            Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance,            Ministère des Affaires étrangères et des Guinéens de l'étranger            Haut Conseil des Guinéens de l'Étranger            Chambre de Commerce d'Industrie et d'Artisanat de Guinée – CCIAG</p> <p><b>Intégration sociale et psychosociale</b>            Ministère de l'Action Sociale            Mairies            Préfectures            Centre d'Étude et de Coopération Internationale (CECI)            Crédit rural</p>	<p><b>Secteur agricole et agroalimentaire</b>            ACIDI Agence Canadienne de Développement International.            AFDI Nord Pas de Calais Agriculteurs Français pour le Développement International – AgriCord réseau des agri-agences            Chambres d'Agriculture et de Commerce de Guinée            CNOPG Conseil National des Organisations Paysannes de Guinée Les autres fédérations de Producteurs de Guinée            Écoles Nationales d'Agriculture et d'Élevage (ENAE)            Fédération des paysans du Fouta Djallon</p> <p><b>Partenaires en formation et développement des capacités (spécialisés)</b>            Centre Moderne de Formation Professionnelle en BTP, Hôtellerie et Restauration            Écoles Nationales d'Agriculture et d'Élevage (ENAE)</p>
<p>FINANCEMENT &amp; QUALITÉ</p>	<p><b>Partenaires financiers et investisseurs sociaux</b>            Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP – GUINÉE)            Association des professionnels des banques (APB)            Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit            Banque NSIA            Fédération syndicale autonome des banques, assurances et microfinances de Guinée (FESABAG)</p>	<p><b>Labellisation durable et standards éthiques, sociétaux et environnementaux</b>            Alimenterre – Développement agroalimentaire durable et équitable            Art et Vie Guinée – boutique de commerce équitable            Ecocert – Organisme de Contrôle et de Certification pour l'Agriculture Biologique ;            Fairtrade Foundation et Max Havelaar, ETHIQUABLE – Labels éthiques et environnementaux            GRET – Développement solidaire            Nitidae – Commerce International et Développement durable</p>
<p>RECHERCHE &amp; INNOVATION</p>	<p><b>Partenaires recherche</b>            Agence Française de Développement (AFD)            Centre de Recherche Agronomique de Bareng            Centre de Recherche Scientifique de Conakry Rogbané (CERESCOR)            Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural (GRDR)            Institut de Recherche Agronomique de Guinée - IRAG</p>	<p><b>Partenaires médias</b>            Agence Guinéenne de Presse (AGP)            Association des Journalistes pour le Développement Durable            Horoya            RadioTélévision Guinéenne (RTG)</p>

Secteur minier <sup>8</sup>	Secteur industriel hydraulique	Filière riz	Filière pomme de terre
Dabankou	Senko	Kolaboui Saraboido	Kolaboui Saraboido Timbo Timbi Madina
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agence Française de Développement (AFD)</li> <li>• Alumina Company of Guinea (ACG)</li> <li>• Banque Mondiale</li> <li>• BHP Billiton</li> <li>• Brigade Anti-Fraude des Matières Précieuses (BAFMP)</li> <li>• Centre Canadien d'Étude et de Coopération Internationale (CECI)</li> <li>• Centre d'Appui au Développement</li> <li>• Centre de Promotion et de Développement Minier (CPDM)</li> <li>• Chambre des Mines de Guinée (CMG)</li> <li>• Compagnie des Bauxites de Guinée</li> <li>• Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG)</li> <li>• Compagnie des Bauxites de Kindia</li> <li>• Délégation de l'Union européenne</li> <li>• Direction Nationale des Mines (DNM)</li> <li>• Fonds de Promotion et de Développement Miniers</li> <li>• Guinea Alumina Corporation (GAC)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Djigbè</li> <li>• Brondékou</li> <li>• Eau sabou</li> <li>• Sauvons l'Environnement Guinéen</li> <li>• Banque Mondiale</li> <li>• Coopération</li> <li>• Union européenne</li> <li>• UNICEF : Projet Eau, Hygiène et Assainissement mis en œuvre par le SNAPE (97 – 2011)</li> <li>• Service National d'Aménagement des Points d'Eau (SNAPE)</li> <li>• Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique</li> <li>• Ministère Délégué à l'Environnement, aux Eaux et Forêts (Direction Nationale de l'Assainissement et du Cadre de Vie)</li> <li>• Ministère de la Santé, Hygiène Publique</li> <li>• Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat Société des Eaux de Guinée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• AFD</li> <li>• FAO</li> <li>• GRET</li> <li>• Ministère de l'agriculture et de l'élevage Bureau central des études et de la planification Agricole</li> <li>• Union Boora Malé (UBM)</li> <li>• Union de Kamara</li> <li>• Union de Kiniéran</li> <li>• Union de Koba Dubréka</li> <li>• Union des vivriers de Kindia</li> <li>• Union générale des producteurs agricoles de Gouéké</li> <li>• Union générale des producteurs du Kolissokho (UGPK)</li> <li>• Unions de Gbenson et Niékoré</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ACDI Agence Canadienne de Développement International.</li> <li>• AFDI Nord Pas de Calais Agriculteurs Français pour le Développement International –</li> <li>• AgriCord réseau des agri-agences</li> <li>• Chambres d'Agriculture et de Commerce de Guinée</li> <li>• CNOPG Conseil National des Organisations Paysannes de Guinée Les autres fédérations de Producteurs de Guinée</li> <li>• Fédération des paysans du Fouta Djallon</li> <li>• Gouvernorats de Mamou et de Labé</li> <li>• Groupements de producteurs</li> <li>• CRA-Bareng Centre de Recherche Agronomique de Bareng (à Timbi Madina)</li> <li>• Les Préfectures des Régions de Mamou et Labé</li> <li>• Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage</li> <li>• Ministère de l'Économie et des Finances</li> <li>• Ministère du Commerce</li> </ul>

<sup>8</sup> Le secteur minier se développe et attire les investisseurs étrangers, à l'instar de la Chine qui a signé en septembre 2017 un contrat de 21 milliards dollars consacrés à la construction d'infrastructures en échange de ressources minières. Bien qu'il soit rentable, beaucoup d'employés se plaignent des conditions de travail et craignent de perdre leur emploi. Le secteur minier n'est par ailleurs pas toujours perçu comme une source d'emploi durable en raison de ses impacts négatifs sur l'environnement et la santé. Tout partenariat avec ce secteur requiert une étude approfondie – notamment sur le respect des droits de l'homme et des travailleurs.

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministère de l'Économie et des Finances (MEF)</li> <li>• Ministère en charge de l'environnement</li> <li>• Missions du Ministère des Mines et de la Géologie (MMG)</li> <li>• Société Ashanti Goldfields (SAG)</li> <li>• Société d'Exploitation Minière d'Afrique de l'Ouest (SEMAFO)</li> <li>• Société Minière de Dinguiraye (SMD)</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>• ROPPA Réseau des organisations paysannes et des producteurs Agricoles d'Afrique de l'Ouest –</li> <li>• SNPRV Service National pour la Promotion Rurale et la Vulgarisation Professionnels</li> </ul>
---	--	--	--

*Tableau 4 : Partenariats possibles (par chaîne de valeur ou secteur et communauté)*

## V. RECOMMANDATIONS POUR OIM – GUINÉE

Cette section présente les approches et activités recommandées à l'OIM Guinée dans les trois dimensions de la réintégration – économique, sociale et psychosociale. Afin d'assurer une réintégration durable, les mécanismes de réintégration doivent être envisagés dans le court et long terme.

- **Court terme / phase de réintégration.** Le soutien reçu immédiatement après le retour permet d'identifier les cas de vulnérabilités économiques, sociales et psychosociales – que ce soient des cas d'insécurité alimentaire, de rejet familial violent, d'une grossesse, d'une maladie, ou d'un traumatisme. Atténuer ces vulnérabilités est crucial afin de poser les bases d'une réintégration durable.
- **Long terme / phase de réintégration.** Le processus de réintégration dans la communauté peut mener à des chocs additionnels, que ce soit dans les cas où les migrants de retour sont rejetés par leurs familles et perçus négativement dans leurs communautés d'origine ou d'accueil, où dans les cas où le projet de réintégration n'apporte pas les revenus escomptés.

Le **suivi individuel et communautaire** est crucial pour lier ces trois étapes de la réintégration. Le suivi et évaluation du processus de réintégration est une étape complexe pour l'OIM. Elle est pourtant nécessaire afin de pouvoir intervenir dans les cas de vulnérabilité marquée et pour s'assurer que les causes profondes de la migration sont combattues. Le suivi consiste en deux éléments :

- Le suivi sur six mois. À l'arrivée des migrants de retour, une carte SIM doit leur être fournie afin de pouvoir effectuer des appels téléphoniques tous les 2 mois et pour évaluer le progrès du bénéficiaire – que ce soit sur son projet ou sur les indicateurs de suivi individuel.<sup>9</sup>
- La fin du processus de réintégration. Après 6 mois, les agents de l'OIM doivent organiser un appel pour discuter des résultats de la réintégration du migrant de retour. La durée de suivi peut être augmentée si des problèmes de protection sont identifiés. Les expériences doivent être collectées par écrit et gérées par une personne dédiée à cette tâche afin de contribuer à l'apprentissage institutionnel. Il s'agit alors simplement de saisir les résultats positifs et négatifs de la programmation et d'adapter les programmes futurs.

Les recommandations s'articulent autour des trois axes suivants, développés dans le reste de la section :

**1. Recommandations économiques : favoriser l'accès à l'emploi des migrants assistés au retour et des jeunes de la communauté** à travers (i) le développement de l'industrie agricole en privilégiant productivité et transformation en zones agricoles (ii) une approche entrepreneuriale, basée sur un socle de formation solide et (iii) une approche placement vers les projets de jeunes (entrepreneux et emplois formels) et le secteur privé, basée sur la coordination avec les partenaires clés et le partage de l'information. Les secteurs mentionnés dans le tableau 5 (**secteur minier, hydraulique, chaînes de valeur du riz, de la pomme de terre, de l'arachide et du maïs**) sont en particulier à développer par l'OIM par un soutien technique ou financier, par le développement de coordination entre acteurs, des coopératives, par une inclusion des communautés locales dans le programme destiné aux migrants de retour (et ARVR en particulier).

**2. Recommandations sociales et psychosociales : renforcer les capacités.** L'OIM met actuellement en place un système pour garder le contact avec les migrants de retour assistés, notamment *via* des

---

<sup>9</sup> Voir l'AVRR Global Monitoring Tool

organisations de la société civile, des groupes de discussion, ou bien encore l'assistant de réintégration ou « *case-manager* ».

**3. Recommandations institutionnelles : contribuer au renforcement des capacités techniques et institutionnelles des parties prenantes ivoiriennes à l'échelle locale comme à l'échelle nationale.** Une approche cohésive qui vise à développer les capacités individuelles et communautaires à deux niveaux (institutionnel et professionnel / technique). Ces deux types de soutien – par le biais de formations techniques et professionnelles – doivent être mis en place dans l'ensemble des communautés de l'étude. Chaque communauté étudiée reste structurellement handicapée par la faiblesse de l'encadrement institutionnel sur les questions de migration, de protection ou de droit plus généralement. À l'échelle nationale ou provinciale, il est tout aussi important d'offrir un appui technique aux acteurs gouvernementaux et partenaires de la société civile sur des questions de protection et de droit des migrants (en incluant les migrants de retour).

Il est important de noter ici, à la suite de nombreuses discussions avec les équipes de l'OIM en Afrique de l'Ouest, que ces recommandations sont indicatives (car fondées sur des ressources limitées et des *enquêtes rapides* de dix jours par pays. Un travail de terrain de la part des équipes de l'OIM est donc requis afin de tester la viabilité des pistes recommandées, vérifier la faisabilité technique des interventions, et mieux évaluer la nature des partenariats possibles.

## RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES POUR OIM GUINÉE

**1. Favoriser le développement de l'industrie agricole en privilégiant productivité et transformation en zones agricoles :** il est recommandé à l'OIM de contribuer en particulier à améliorer la **chaîne de valeur du riz, de la pomme de terre, de l'arachide, du maïs et de l'anacarde** dans les communautés locales, tout en prenant en compte des logiques nationales (régulations, planification, innovations expérimentées avec succès dans d'autres pays ou régions, et la consolidation progressive de chaque segment de la chaîne de valeur (et sous-segments)).

Tableau 5 : Chaînes de valeur recommandées pour les communautés de l'étude

Communautés	Recommandations <i>indicatives, sous réserve d'une étude de faisabilité technique et financière</i>
<b>Kolaboui</b>	Riz, pomme de terre
<b>Saraboido</b>	Riz, pomme de terre
<b>Timbo</b>	Arachide, maïs, pomme de terre
<b>Timbi Madina</b>	Arachide, maïs, pomme de terre
<b>Senko</b>	Anacarde (noix de cajou), arachide, maïs

Cette approche devrait être réalisée en coordination avec d'autres acteurs clés (les homologues gouvernementaux, les agences des Nations Unies concernées, le secteur privé, les petits exploitants locaux, les partenaires de recherche et autres acteurs pertinents) et axée sur :

- La diffusion des améliorations techniques expérimentées avec succès en Guinée ou ailleurs ;
- La soutenabilité socioéconomique et environnementale (*labels Fairtrade*, recyclage, etc.), et

- La consolidation progressive de chaque segment de la chaîne de valeur (et sous-segments).

### **Bonnes pratiques dans la filière riz**

L'Agence Française de Développement (AFD) a promu un label qualité autour d'un riz biologique produit éthiquement, en collaboration technique avec la Maison Guinéenne de l'Entrepreneur (MGE) et avec le financement du CFSI et de l'UE. L'idée d'une labellisation est apparue comme un moyen efficace de valorisation et de protection du riz de mangrove étuvé (produit transformé), de structuration de la filière et d'aide à la réduction de la pauvreté. La création d'une marque collective sur le riz Böra Maalé permet de créer une synergie entre diverses interventions et acteurs, autour d'une approche territoriale de valorisation des produits de qualité, éthiques, biologiques, transformés et locaux. Le projet s'appuie sur les résultats et les enseignements d'un premier projet pilote de mise en place d'une marque collective pour le riz de mangrove en Basse Guinée (2014-15). Il vise à renforcer le Réseau Böra Maalé (organisation interprofessionnelle créée en octobre 2014 et agréée officiellement) pour développer les ventes et la notoriété de la marque collective du riz de mangrove, dénommée *Böra Maalé Fanyi*.

**2. Généraliser une approche entrepreneuriale centrée sur des initiatives à petite échelle, basées sur les besoins de la communauté / du marché et générées par des entrepreneurs locaux (migrants assistés au retour et non migrants),** bénéficiant d'une formation technique et d'un soutien en nature de l'OIM et d'autres partenaires. L'impact sur la communauté peut être multiple : économique, social, environnemental, mais également un impact positif sur la perception des migrants de retour par le reste de la communauté. Pour développer un vivier entrepreneurial à l'échelle communautaire (particulièrement en zones rurale ou périurbaine) pour l'OIM, un accent tout particulier doit être mis sur les points suivants :

- i. Une analyse triangulée des besoins communautaires identifiés dans le tableau 2 (Aperçu des défis socioéconomiques par communauté) et la définition de priorités communautaires en lien participatif avec les membres de la communauté locale :
  - **Identification des besoins à Dabankou Kolaboui :** *L'identification des besoins communautaires à Dabankou Kolaboui par la présente étude fait apparaître des besoins aigus dans le domaine de l'environnement (traitement des déchets), de la santé, de l'éducation et de l'assistance psychosociale. Suite à une réunion communautaire avec les membres de la communauté, il apparaît que certains besoins sont confirmés, d'autres perçus comme secondaires ou moins urgents, etc. En affinant la liste, l'OIM peut ainsi articuler ses formations et assistances aux besoins concrets des communautés ;*
- ii. Des formations techniques – conduites par l'OIM ou par des partenaires compétents – ainsi que sur le suivi technique et financier. L'OIM peut aider les migrants assistés ainsi que les jeunes des communautés de retour (approche paritaire) pour développer des modules spécifiques centrés autour des besoins de la communauté identifiés en phase 1. Les formations longues ou plus techniques sont indiquées pour les migrants de retour qui font preuve d'une grande motivation et qui ont au moins le bac ou des qualifications techniques supérieures équivalentes.
  - **Formations à la gestion des déchets et recyclage :** *Sensibiliser sur le potentiel économique les dividendes sociaux et environnementaux, ce qu'un programme comme le « Sustainable Recycling Industries » (SRI) ou le MIT (D-Lab) a mis en place avec succès dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne (Ghana, Nigeria ou Ouganda). Leur approche dite de « co-design » fait des membres de la communauté les co-inventeurs, co-créateurs de solutions environnementales contextualisées à la communauté.*
- iii. Une exigence de standards sociaux et environnementaux dans les secteurs porteurs et identifiés avec les communautés, afin d'aider les migrants de retour à contribuer au développement social, économique et environnemental des pays d'origine tout en garantissant la nature éthique et écoresponsable de l'assistance de l'OIM. Cela fournirait une valeur ajoutée aux bénéficiaires et facilitera leur réintégration au marché du travail en privilégiant la qualité, l'éthique, et le long terme utiles à la communauté dans son ensemble. Ces standards incluent par exemple :
  - **Agribusiness :** *Présenter l'éventail des métiers pour encourager les jeunes à s'investir dans l'agribusiness et présenter les standards de l'industrie de type « label de qualité » (Max Havelaar) ou agriculture biologique afin d'aider les migrants de retour à être des agents du changement dans leurs pays d'origine.*

**3. En zones urbaines, s'appuyer sur les placements en entreprises et les initiatives gouvernementales et adopter une approche « placement »** dans le cadre d'un système d'orientation. L'OIM peut orienter les migrants de retour vers **des projets existants dédiés à la jeunesse**. Cela nécessite les étapes suivantes :

- Connaître les opportunités dans les centres urbains (fichier à maintenir à jour, par un chargé de projet à l'OIM) et les présenter systématiquement aux migrants de retour.
- Identifier les profils qui intéressent les porteurs de projets et négocier des quotas.
- Inviter les porteurs de projets à la commission intergouvernementale sur le retour – commission qui devrait être ouverte aux ONG et organisations internationales en plus des entités gouvernementales (approuvé lors de l'atelier de validation).

En outre, l'OIM peut orienter les migrants de retour vers **le secteur privé** dans des secteurs dits « porteurs » (voir tableau 5).

- 4. Établir des points d'accueil dans la communauté (à travers une plate-forme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins, avec un « case-manager » OIM spécifique attaché à la réintégration de chaque migrant)** pour informer les migrants de retour de leurs droits, leur donner des conseils sur les possibilités d'emploi et les orienter vers les services publics pertinents. Il faut de même assurer la liaison avec les institutions publiques compétentes et renforcer leurs capacités à fournir des services efficaces tels que les formations à l'entrepreneuriat, le coaching, les services de placement, etc. Il est par ailleurs important de fluidifier les processus d'intégration à l'arrivée pour réduire les temps d'attente et développer un système unifié d'informations et de suivi pour les migrants de retour. Les partenaires potentiels pour cette activité sont détaillés par communauté dans le tableau des recommandations communautaires.
- 5. Renforcer les capacités de réintégration sociale et psychosociale :** afin de renforcer la prise en charge et l'assistance psychosociale des migrants de retour, OIM Guinée pourra s'attacher à évaluer les besoins des migrants de retour identifiés dans chaque communauté cible ; former les acteurs locaux (associations, ONG, formations confessionnelles, services municipaux) dans la prise en charge des traumatismes (agressions sexuelles et viols, maltraitements et violences physiques, psychologiques) ; et désigner et former des structures de médiation avec les familles.
- 6. Contribuer à l'amélioration des systèmes de coordination efficaces entre acteurs :** La cartographie (Figure 1) a mis en lumière le besoin de mieux comprendre et communiquer concernant les rôles spécifiques que les parties prenantes peuvent jouer dans le cadre du Fonds fiduciaire de l'UE en Guinée :
  - Conception d'un plan de partenariat stratégique avec les acteurs pertinents ;
  - Identification des parties impliquées dans la mise en œuvre aussi bien que des nouveaux partenaires opérationnels et des entités de recherche et d'informations ;
  - Évaluation des forces et des faiblesses comparatives des acteurs les plus opérationnels sur le plan de la réintégration des migrants de retour.
- 7. Contribuer au renforcement des capacités techniques et institutionnelles des parties prenantes guinéennes à l'échelle locale comme à l'échelle nationale :** Une approche cohésive qui vise à développer les capacités individuelles et communautaires à deux niveaux (institutionnel et professionnel / technique). Ces deux types de soutien – par le biais de formations techniques et professionnelles – doivent être mis en place dans l'ensemble des communautés de l'étude. Chaque communauté étudiée reste structurellement handicapée par la faiblesse de l'encadrement institutionnel sur les questions de migration, de protection ou de droit plus généralement. À l'échelle nationale ou provinciale, il est tout aussi important d'offrir un appui technique aux acteurs gouvernementaux et aux partenaires de la société civile sur des questions essentielles de protection et de droit des migrants (en incluant les migrants de retour).

- 8. Faire un plaidoyer – avec des acteurs pertinents – en faveur de mesures non tarifaires moins contraignantes sur les produits agricoles en Guinée,<sup>10</sup>** afin d’optimiser les résultats et l’impact de l’approche filière agricole décrites dans le tableau 5 (recommandation 1). Selon l’ITC (Centre de commerce international), les exportations de produits agricoles et alimentaires depuis la Guinée font face à trois obstacles : 1) Les exigences techniques sur les produits ainsi que les exigences relatives à l’évaluation de leur conformité notamment la certification et drastiques de la part de l’UE ou de la Chine pour le cacao, le café et les épices en particulier, qui restreignent l’accès des produits guinéens aux marchés étrangers ; 2) Les procédures d’analyse et d’enregistrement en Guinée créent également des contraintes aux exportateurs en raison de leur coût, leur complexité, leur absence de transparence et leurs délais ; et enfin 3) Les surtaxes douanières (y compris en Guinée sur les produits dédiés à l’exportation), les frais de manutention et de stockage, les retards d’inspection, la corruption et les droits de douane pour inspection affectent durement les exportations vers les pays voisins de la CEDEAO. Pour l’OIM, sans être un acteur central de ce débat, il est recommandé de contribuer au plaidoyer en faveur de mesures non tarifaires plus transparentes, afin de concilier certification, optimisation des coûts et répartition des profits équitable pour les communautés impliquées.
- 9. Coordonner avec les bureaux de l’OIM dans les pays d’accueil et/ou de transit des formations de détection des capacités individuelles ainsi que des formations préalables au retour :** Dans les cas où le bureau de l’OIM dans le pays d’accueil ou de transit n’a pas les moyens ou les connaissances adéquates pour comprendre le contexte guinéen – comme il est probable – pour préparer les migrants en amont, il est souhaitable que l’OIM Guinée (avec le soutien du bureau régional et d’éventuelles parties prenantes sur place) collabore avec le bureau OIM local à l’élaboration de modules d’information et des séances individuelles spécifiques aux opportunités existantes en Guinée, aux besoins en services sociaux, aux possibilités d’intégration multiforme, pour que les migrants assistés puissent préparer leur réintégration. À noter, ces sessions peuvent également servir à identifier les migrants de retour avec des vulnérabilités particulières et qui nécessitent une orientation vers des partenaires (par exemple, psychosociaux).

## STRATÉGIE C4D POUR OIM – GUINÉE

### **Quels messages ?**

Lors de la session de travail finale du 2 mars 2018 suivant la conduite du travail de terrain, les autorités et représentants de l’OIM ont insisté sur le rôle crucial que joue la sensibilisation dans le domaine de la migration, notamment auprès des jeunes. Trois objectifs principaux ont été identifiés :

- 1. Informer sur les options de migration régulière** – un impératif confirmé par les données ci-dessus démontrant que seulement 27 % des répondants connaissent des alternatives légales à la migration irrégulière. Il s’agit également de travailler avec des partenaires internationaux pour faciliter la migration régulière - réduire les coûts et les délais des procédures - et l’obtention d’informations. Cela peut passer par le développement d’initiatives de migrations circulaires entre le pays d’origine et

---

<sup>10</sup> Sur ce point, voir les analyses et conclusions du rapport du Centre du commerce international (ITC), 2015. *Guinée : Perspectives des entreprises – Série de l’ITC sur les mesures non tarifaires.*

le pays d'accueil, ou des initiatives de co-développement entre les gouvernements et associations des deux pays.

2. **Informé sur les opportunités socioéconomiques nationales** et encourager les migrants potentiels à y investir l'argent et l'énergie qu'ils envisagent de consacrer à leur projet migratoire. L'une des méthodes les plus efficaces selon les autorités présentes reste les témoignages, la diffusion de « *success stories* » de Guinéens migrants de retour ayant développé une activité en Guinée avec succès ou des migrants qui sont revenus et ont contribué au développement de leurs pays par la création d'entreprises, ce que l'OIM fait déjà.
3. **Utiliser les réseaux sociaux** pour informer les jeunes sur la migration régulière et irrégulière. Le tableau ci-dessous confirme l'importance des réseaux sociaux auprès des répondants : 43 % d'entre eux utilisent Facebook comme source d'informations sur l'étranger.<sup>11</sup> Ce tableau rappelle, cependant, l'importance des médias traditionnels et de l'entourage familial et social en tant que sources d'informations pour les jeunes répondants.
4. Informer sur les **risques de la migration irrégulière**. Une telle initiative a déjà été menée à l'université de Gamal par le Ministère de la Jeunesse. Selon le représentant du ministère : « les jeunes étaient choqués à l'écoute des témoignages des migrants de retour » (séance de travail sur la cartographie communautaire, Ministère de la Jeunesse). La littérature sur une telle stratégie démontre néanmoins qu'elle n'a souvent pas l'effet escompté.

L'OIM tente de remplir ces objectifs par de multiples initiatives faisant appel à différentes méthodes de sensibilisation : spots télévisés, panneaux d'affichage, conférences-débats, causeries communautaires, tables rondes, implications des imams et leaders communautaires. Ces initiatives répondent bien aux préconisations qui découlent du tableau ci-dessus, mais il est aussi important d'inclure une audience plus large, notamment la famille et non seulement les jeunes.

Trois initiatives sont particulièrement notables dans le domaine de la sensibilisation. L'objectif principal de ces initiatives est de créer un climat de confiance et d'encourager le dialogue :

1. Collaboration avec le **Secrétariat des Affaires Religieuses** et sensibilisation des imams sur les thématiques de la migration : diffusion de près de 500 prêches et formation des leaders religieux sur la migration et la réintégration.
2. Collaboration avec le **groupe de rap DEEG J FORCE 3** : diffusion de leur chanson « Fallé », qui décrit avec réalisme et poésie le parcours migratoire, sur les radios nationales.
3. Collaboration avec **l'agence Welcome to Conakry** : organisation d'une campagne de sensibilisation d'un mois sur le potentiel culturel et socioéconomique du pays, afin d'encourager les jeunes à croire en un avenir en Guinée et de promouvoir l'entrepreneuriat (projections en plein air, conférences, gala de foot interquartier, concours de slam intercommunal, atelier coaching entrepreneuriat)

---

<sup>11</sup> Cependant à l'échelle nationale, selon un sondage de l'Arobaromètre en 2011, 91 % des Guinéens disent « ne jamais utiliser Internet ». Un tel écart s'explique par la composition de notre échantillon, qui ne comprend que des jeunes entre 15 et 34 ans, souvent plus « connectés ».

## Quels acteurs ?

Bien que les perceptions soient assez nuancées en fonctions des communautés, la perception des **leaders traditionnels** est remarquablement positive (à l'**exception de Senko** où ils recueillent un taux bien plus bas, -38 points par rapport à la moyenne de l'échantillon). Les **enseignants** sont également très bien perçus à Timbi Madina, Timbo, mais pas à Kolaboui, Saraboido, Senko. En revanche, les autorités locales, les autorités judiciaires et la police (excepté à Timbi Madina) recueillent des taux très bas indiquant une méfiance quasi unanime des répondants en vers ces institutions étatiques.

Sans surprise, le **cercle proche** des répondants (famille et amis) recueille le plus haut degré de confiance (particulièrement à Timbi Madina), bien que dans une moindre mesure pour les migrants de retour notamment concernant la famille (-13 points comparé au non migrants, une indication supplémentaire des difficultés de réintégration rencontrées par les migrants de retour, même au niveau familial). Kolaboui et Saraboido font toutefois figures d'exception avec un taux de confiance relativement bas concernant les amis (37 % et 45 %).

Les **médias** sont bien notés à Saraboido et Senko, mais recueillent des taux de moins de 40 % à Kolaboui, Timbi et Madina Timbo. Les **leaders locaux**, pourtant bien notés en termes d'honnêteté dans le tableau précédent, sont peu souvent considérés comme des sources d'informations fiables (la différence est particulièrement frappante à Saraboido). À noter pour la stratégie de l'OIM précitée auprès des Imams, les **leaders religieux** ne sont pas particulièrement considérés comme sources d'informations privilégiées.

Les tableaux suivants fournissent un aperçu des différents contextes et acteurs locaux pertinents pour les stratégies C4D à l'échelle communautaire. Voir les profils des communautés pour plus de détails.

## TIMBO

Défis	Objectifs, messages et cibles	Partenaires potentiels
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de soutien technique et financier pour les groupements agricoles</li> <li>• Manque de soutien technique et financier pour les microentreprises</li> <li>• Manque de personnel dans les services publics</li> <li>• Perception négative des migrants de retour</li> </ul>	<p><b>Pour promouvoir les opportunités socioéconomiques dans la communauté</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibiliser les ONG, les institutions internationales et gouvernementales sur le potentiel économique de Timbo et les multiples opportunités de projets communautaires nécessitant un soutien technique et financier.</li> </ul> <p><b>Perception positive des migrants de retour</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibiliser les employeurs sur les compétences professionnelles des migrants de retour ainsi que les avantages d'employer des jeunes de la communauté.</li> <li>• Sensibiliser les autorités et les ONG sur les défis liés à la réintégration sociale des migrants de retour en leur proposant des leviers d'action concrets (associations spécifiques, suivis réguliers, etc.).</li> <li>• Renforcer la crédibilité des associations communautaires comme source d'informations et les utiliser comme plateformes de communication.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Groupements de femmes</li> <li>• Microentreprises</li> <li>• Associations pour la jeunesse</li> <li>• Structures de la jeunesse</li> </ul>

## TIMBI MADINA

Défis	Objectifs, messages et cibles	Partenaires potentiels
<ul style="list-style-type: none"> <li>• État des routes</li> <li>• Manque d'intérêt des jeunes pour l'agriculture</li> <li>• Manque de cohésion sociale entre les jeunes</li> </ul>	<p><b>Promouvoir les opportunités socioéconomiques existantes dans la communauté</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibiliser les jeunes sur les avantages et les possibilités d'accéder à des métiers plus diversifiés dans secteur agricole (voir Section. Recommandations opérationnelles).</li> <li>• Renforcer le dialogue communautaire entre les groupes de jeunes.</li> <li>• Informer les jeunes sur les alternatives et les acteurs visant à pallier le manque d'infrastructures.</li> <li>• Informer les autorités locales et nationales, les ONG, les institutions internationales sur les besoins spécifiques en matière d'infrastructure.</li> </ul> <p><b>Informers autorités locales et les jeunes sur les options de migration régulière.</b></p>	<p><b>Acteurs potentiels</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fédération des paysans du Fouta Djallo pour attirer les jeunes dans le secteur agricole</li> <li>• ONG Solides pour sensibiliser les jeunes sur les bénéfices de l'agriculture</li> <li>• Sages religieux pour être médiateurs du dialogue entre les jeunes</li> <li>• Union des Jeunes et Amis de Madina 2 pour améliorer l'état des routes et convaincre les autorités du besoin en infrastructures</li> </ul>

## SENKO

Défis	Objectifs, messages et cibles	Partenaires potentiels
<ul style="list-style-type: none"> <li>• État des routes</li> <li>• Perception négative des migrants de retour</li> <li>• Manque de légitimité des autorités</li> </ul>	<p><b>Promouvoir les opportunités socioéconomiques existantes au sein de la communauté</b> : il faut aussi renforcer les infrastructures et la légitimité des autorités locales.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer le dialogue entre les jeunes et les autorités, et informer sur les alternatives et les acteurs visant à pallier le manque d'infrastructures.</li> <li>• Informer les autorités locales et nationales, les ONG, les institutions internationales sur les besoins en matière d'infrastructures.</li> </ul> <p><b>Perception positive des migrants de retour</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibiliser les employeurs sur les compétences professionnelles des migrants de retour ainsi que les avantages d'employer des jeunes de la communauté.</li> <li>• Sensibiliser les autorités et les ONG sur les défis liés à la réintégration sociale des migrants de retour en leur proposant des leviers d'action concrets (associations spécifiques, suivis réguliers, etc.).</li> <li>• Renforcer la crédibilité des associations communautaires comme source d'informations et les utiliser comme plates-formes de communication.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tostan : ONG pour renforcer les capacités communautaires</li> <li>• Giong : association qui travaille dans la construction</li> <li>• Diamaksa : association qui travaille dans l'assainissement</li> <li>• Diaspora (80 % ont de la famille ou des amis à l'étranger)</li> <li>• Groupes de jeunes et de femmes</li> </ul>

## KOLABOUI

Défis	Objectifs, messages et cibles	Partenaires potentiels
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tensions politiques</li> <li>• Tensions avec les sociétés minières</li> <li>• Fragilité des infrastructures locales</li> </ul> <p>→ Contexte politique, socioéconomique, et qualité de vie critique</p> <p>→ Les jeunes ne font pas confiance aux autorités et aux acteurs des services publics</p>	<p><b>Promouvoir les opportunités socioéconomiques existantes au sein de la communauté</b> : il faut aussi renforcer les infrastructures et la légitimité des autorités locales.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Informer les jeunes sur le rôle et responsabilité des sociétés minières dans les problèmes auxquels fait face la communauté.</li> <li>• Engager des discussions avec les sociétés minières sur l'avantage d'employer des jeunes de la communauté.</li> <li>• Renforcer le dialogue entre les jeunes et les autorités, et informer sur les alternatives et les acteurs visant à pallier le manque d'infrastructures.</li> <li>• Informer les autorités locales et nationales, les ONG, les institutions internationales sur les besoins en matière d'infrastructures</li> </ul> <p><b>Informers les autorités locales et les jeunes sur les options de migration régulière</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La diaspora (78 % de la population de Dabankou a de la famille ou des amis à l'étranger)</li> <li>• Bureau des jeunes</li> <li>• Délégation sous-préfectorale de la jeunesse</li> <li>• Point focal OIM : Moulaye Samparé</li> <li>• CECI</li> </ul>

## SARABOIDO

Défis	Objectifs, messages et cibles	Partenaires potentiels
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de formation et d'accès au crédit pour les jeunes</li> <li>• Fragilité des infrastructures locales</li> <li>• Migration vers les pays voisins (Sénégal et Guinée-Bissau)</li> </ul>	<p><b>Promouvoir les opportunités socioéconomiques existantes au sein de la communauté</b>, il faut aussi renforcer les infrastructures et la légitimité des autorités locales.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Informer sur les alternatives et les acteurs visant à pallier le manque d'infrastructures.</li> <li>• Informer les autorités locales et nationales, les ONG, les institutions internationales sur les besoins en infrastructure</li> <li>• Informer les jeunes sur le système de crédit</li> <li>• Convaincre les jeunes de l'intérêt du développement socioéconomique de Saraboido</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chambre préfectorale d'agriculture</li> <li>• Crédit rural : atelier d'information sur l'accès au crédit</li> <li>• Association de jeunes unis pour le développement de Timbo : plate-forme de communication</li> </ul>

# Dabankou, Kolabouï

Région de Boké

Population (Kolabouï) : 57 251  
Type : commune rurale  
Langues : diakanke, sousou, malinké, français



Dabankou est un district rural de la sous-préfecture de Kolabouï, ville située dans la région de Boké. Située au Nord-Ouest du pays à la frontière avec la Guinée Bissau et le Sénégal, cette zone regorge de richesses minérales comme la bauxite dont la Guinée détient - avec 25 milliards de tonnes - près d'un tiers des réserves mondiales, et abrite une dizaine de sociétés minières rien que dans la ville de Boké. La ville de Kolabouï fait, cependant, face à de nombreux défis : la faiblesse des infrastructures, les tensions politiques et les inégalités économiques au sein de la communauté ainsi que les problèmes structurels dans le domaine de l'agriculture. Dans le cadre de l'étude, l'équipe de recherche s'est concentrée sur le district rural de Dabankou - une communauté particulièrement marquée par les problématiques migratoires.



## PRINCIPAUX DÉFIS AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ

### Tensions politiques et inégalités économiques

Alors que la ville de Kolabouï abrite plus de dix sociétés minières, la population locale ne bénéficie pas de l'exploitation des richesses minérales de la région. Les inégalités économiques s'accroissent, et une grande partie de la population n'a pas accès aux services sociaux de base. Par ailleurs, la ville est fragilisée par des tensions récurrentes entre les populations et les autorités accusées d'être passives et indifférentes face aux problèmes de la population. Des manifestations entre juillet et septembre 2017 ont fait 2 morts et une dizaine de blessés.

### Fragilité des infrastructures locales

L'un des défis majeurs de la communauté est l'état des infrastructures et le manque d'accès aux services, particulièrement dans le district de Dabankou.

### Une population féminine active dans le secteur agricole

Les femmes sont nombreuses à travailler dans le secteur agricole, en particulier dans la culture maraîchère. Elles s'associent en coopératives ou associations, cependant elles manquent d'accompagnement technique et financier pour augmenter leur productivité.

« Nous avons besoin d'un collège, car il n'y en a pas ici et il est difficile de parcourir des kilomètres pour aller à l'école. C'est malgré nous que nous restons toute la journée à ne faire que du thé ou même parfois rien du tout ». Bureau des jeunes

## PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

% des répondants avec  
**UN EMPLOI RÉMUNÉRÉ ou  
UNE ACTIVITÉ GÉNÉRATRICE DE  
REVENUS**

Moyenne de l'échantillon : **30 %**

**32 %**

### DOMAINES D'ACTIVITÉS CLÉS :

1. Agriculture (21%)
2. Couture (21%)
3. Transport (15%)

% des répondants qui sont  
**INTÉRESSÉS À MONTER LEUR  
PROPRE ENTREPRISE**

Moyenne de l'échantillon : **82 %**

**80 %**

### RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTÉ UN BUSINESS :

1. Manque de capital
2. Manque de connexions personnelles
3. Manque de qualifications professionnelles

% des répondants qui ont  
**DÛ RÉDUIRE LEUR CONSOMMATION DE  
NOURRITURE À CAUSE D'UN MANQUE DE  
MOYENS**

Moyenne de l'échantillon : **26 %**

**26 %**

### % des répondants qui ont QUITTÉ L'ÉCOLE AVANT LA FIN

Moyenne de l'échantillon : **42 %**

**59 %**

### SATISFACTION DE L'ACCÈS AUX SERVICES

	Dabankou	Moyenne
Education	-31	41%
Papiers d'identité	-22	22%
Logement	-15	53%
Soins de santé	-27	34%
Eau potable	-24	34%
Justice et Police	-15	23%

% de répondants qui  
**PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT**

Moyenne de l'échantillon : **41 %**

**53 %**

% des répondants qui ont  
**LE BAC OU AU-  
DESSUS**

Moyenne de l'échantillon : **20 %**

**13 %**

% des répondants  
**QUI ONT UN GROUPE  
D'AMIS**

Moyenne de l'échantillon : **55 %**

**38 %**

% des répondants qui  
**ONT UN RÉSEAU SUR  
LEQUEL S'APPUYER**

Moyenne de l'échantillon : **40 %**

**35 %**

% des répondants  
**À LA RECHERCHE  
D'EMPLOI**

Moyenne de l'échantillon : **20 %**

**24 %**

% des répondants qui ont  
**ONT SOUFFERT D'UNE  
MALADIE OU  
D'UN ACCIDENT L'ANNÉE  
DERNIÈRE**

Moyenne de l'échantillon : **51 %**

**29 %**

% des répondants qui  
**VEULENT ACCÉDER À  
DES SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES**

Moyenne de l'échantillon : **51 %**

**66 %**

# PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants  
NÉS DANS UNE AUTRE  
COMMUNAUTÉ

**44 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**25 %**

% de répondants  
QUI REÇOIVENT DES  
TRANSFERTS DE FONDS  
DE L'ÉTRANGER

**27 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**15 %**

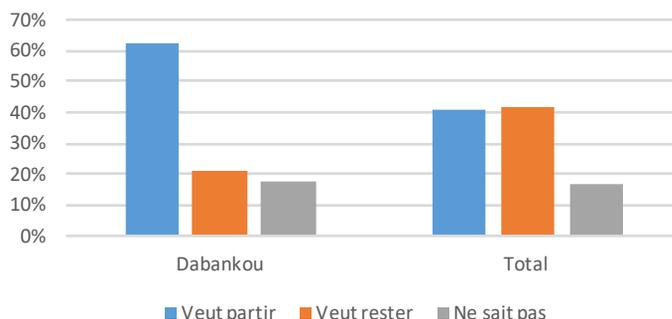
% de répondants qui ont  
DE LA FAMILLE OU  
DES AMIS À  
L'ÉTRANGER

**78 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**60 %**

RAISONS PRINCIPALES D'ÊTRE PARTI

1. Réunification avec la famille
2. Opportunités économiques
3. Opportunités pour l'éducation

DÉSIR DE QUITTER LA COMMUNAUTÉ

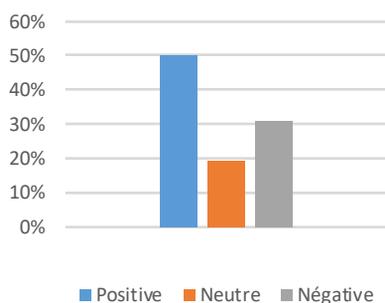


## RÉINTÉGRATION DURABLE : CONSTRAINTES ET OPPORTUNITÉS

% de  
MIGRANT DE RETOUR

**26 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**32 %**

Perception des migrants de retour



% des répondants qui ont  
ACCÈS À DES  
SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES

**38 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**27 %**

% des répondants qui  
SE SENTENT  
DISCRIMINÉS

**21 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**24 %**

### DIMENSION ÉCONOMIQUE

#### OPPORTUNITÉS :

- Opportunités à court ou moyen terme dans le secteur agricole, avec un soutien technique, matériel et financier
- Opportunités à court ou moyen terme dans le secteur minier, avec une amélioration des conditions de travail, et un apaisement des tensions avec la communauté

#### CONSTRAINTES :

- Manque de capital financier dans l'agriculture
- Fragilité des infrastructures
- Tensions entre les membres de la communauté et les sociétés minières
- Manque de qualifications de jeunes de Kolaboui pour accéder aux emplois miniers

### DIMENSION SOCIALE

#### OPPORTUNITÉS :

- Perception majoritairement positive des migrants de retour
- Vie sociale active au sein de la communauté, grâce à la présence de nombreuses associations (coopératives, groupes de jeunesse et groupe de sport)

#### CONSTRAINTES

- Tensions entre les jeunes et les autorités

### DIMENSION PSYCHOLOGIQUE

#### OPPORTUNITÉS :

- Présence de groupe de jeunes actifs et soudés

#### CONSTRAINTES :

- Manque d'acteurs spécialisés dans le soutien psychologique

# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

Acteurs	Faiblesses/Forces	Eco.	Soc.	Psycho.	C4D
Délégation sous-préfectorale de la jeunesse	Stimule la vie associative des jeunes au niveau des districts, mais manque de capacités financières.		X	X	X
Bureau des jeunes de Dabankou	Point de contact avec les jeunes de Dabankou, compréhension des difficultés liées à la migration et au retour, mais manque de capacités financières.		X		X
CECI (Centre d'Étude et de Coopération Internationale)	ONG située à Boké, avec de fortes capacités techniques et financières et expérience dans la mise en œuvre de projets à l'échelle communautaire (projet de gouvernance, projet de développement économique local).	X	X		
Entreprises de gardiennage (Security Corps, M2S)	Emploient beaucoup de jeunes, dont les migrants, bien que les conditions de travail soient à améliorer.	X			
Sociétés minières	Emploient beaucoup de jeunes, mais les conditions de travail sont difficiles et les employeurs privilégient le recrutement d'étrangers à celui des jeunes de Kolaboui.	X			
Association des services financiers (ASF)	Facilite l'accès au crédit pour 125 associations paysannes, a la confiance de la communauté mais n'intervient pas directement auprès des migrants	X			
L'ensemble des organisations de la société civile	Assure l'interface entre le gouvernement et les membres de la communauté. Regroupe de nombreuses associations de femmes, coopératives et les coordonne au niveau de la sous-préfecture.		X		X

**PRIORITÉS EN MATIÈRE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS :** Soutien à la mise en place d'un cadre de concertation local pour renforcer la cohésion sociale, la cartographie précise des besoins en renforcement de capacités (priorisation) et le dialogue politique.

## RECOMMANDATIONS

### Renforcer les coopératives et groupements locaux de femmes

Afin de renforcer les initiatives déjà existantes, une intervention est possible à trois niveaux :

- Un état des lieux pour identifier les forces et les faiblesses des groupements déjà existants
- Identifier les opportunités locales, le client potentiel et évaluer la qualité et l'intérêt des produits agricoles (renforcement des capacités des membres du groupement dans l'analyse de marché)
- Renforcement dans les techniques de production et de transformation agricoles
- Exemple de bonne pratique : L'ONG Guinée 44 travaille actuellement avec une coopérative de femmes à Kolaboui

**Partenaires potentiels :** ASF, CECI, Société civile, Guinée 44

### Favoriser l'entrepreneuriat social pour améliorer les infrastructures

Identifier les besoins prioritaires en matière d'infrastructures et renforcer les initiatives entrepreneuriales permettant d'y répondre en effectuant des interventions à trois niveaux :

- Mener une étude sur l'entrepreneuriat rural dans les domaines identifiés (éducation, eau, santé, électricité)
- Lancer un appel à projets auprès des membres de la communauté, et sélectionner des candidats pour un programme de soutien (formations, accès au crédit)
- Octroyer une subvention aux candidats sélectionnés, et signature d'un contrat garantissant l'engagement du candidat, de l'OIM et l'inclusion des migrants de retour (mise en place de quotas)

**Partenaires potentiels :** ASF, CECI, Structure de la Jeunesse, sociétés minières

### Renforcer le dialogue politique et communautaire entre les jeunes, les autorités locales et les sociétés minières

Pour renforcer le dialogue politique et communautaire

- Créer un espace de dialogue et de collaboration, et soutenir les initiatives de reconstruction des bâtiments publics - brûlés lors de la manifestation de septembre 2017 - par les jeunes
- Explication des rôles et responsabilités des autorités locales et des sociétés minières aux jeunes

**Partenaires potentiels :** Sociétés minières, société civile, délégation sous-préfectorale de la jeunesse

RÉPONDRE AUX DÉFIS DE LA COMMUNAUTÉ

CRÉER DE L'EMPLOI

FAVORISER UNE RÉINTÉGRATION DURABLE

# Saraboido

Région de Boké

Population  
35 000

Type :  
Commune rurale

Langues :  
français, malinké,  
soussou, peul

Saraboido



Saraboido est une communauté frontalière reliant le Sénégal et la Guinée Bissau. Les secteurs économiques les plus dynamiques sont le commerce, l'élevage et l'agriculture, en particulier la noix de cajou. La ville se caractérise par une migration saisonnière des jeunes pendant la saison sèche dans les pays voisins.

## DÉFIS PRINCIPAUX AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ

### Manque de formation et d'accès au crédit pour les jeunes

Les jeunes manquent de soutien technique et financier pour leurs projets agricoles et migrent fréquemment vers le Sénégal ou en Guinée-Bissau où il y a davantage d'emplois et de meilleures conditions de travail.

### Fragilité des infrastructures et institutions locales

L'un des défis majeurs de la communauté est l'état des infrastructures et le manque d'accès aux services. Certaines écoles sont obligées de fermer à cause du manque de personnel, et le manque de ressources humaines dans la police accroît l'insécurité au sein de la communauté. L'État et les ONG semblent absents dans la communauté.

Marché régional de Saraboido



« Il y a des jeunes qui quittent ici pour partir au Sénégal pour travailler dans des entreprises parce qu'il n'y a pas ce genre d'activités chez nous. Par exemple, si tu travailles au Sénégal sur une machine à piler on te donne de l'argent alors que si tu avais cette même activité ici tu ne gagnerais rien ». Association des Jeunes Unis pour le développement

## PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

% des répondants avec  
**UN EMPLOI RÉMUNÉRÉ ou  
UNE ACTIVITÉ GÉNÉRATRICE DE  
REVENUS**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**34 %** 25 %

### ACTIVITÉS PRINCIPALES DES RÉPONDANTS :

1. Import-Export (19 %)
2. Éducation (19 %)
3. Couture (10 %)

### SATISFACTION DE L'ACCÈS AUX SERVICES

	Saraboido	Moyenne
Education	-14	41%
Papiers d'identité	-16	26%
Logement	-26	53%
Soins de santé	-15	34%
Eau potable	+11%	34%
Justice et Police	-10	22%

% des répondants  
**À LA RECHERCHE  
D'EMPLOI**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**21 %** 20 %

% de répondants qui sont  
**INTÉRESSÉS À MONTER LEUR  
PROPRE ENTREPRISE**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**85 %** 82 %

### RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTÉ UN BUSINESS :

1. Manque de capital
2. Manque de compétences

% de répondants qui  
**PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**39 %** 41 %

% de répondants qui ont  
atteint  
**LE LYCÉE OU AU-  
DESSUS**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**27 %** 20 %

% de répondants qui ont  
**ONT SOUFFERT D'UNE  
MALADIE OU D'UN  
ACCIDENT L'ANNÉE  
DERNIÈRE**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**26 %** 51 %

% de répondants qui ont  
**DÛ RÉDUIRE LEUR CONSOMMATION DE  
NOURRITURE À CAUSE D'UN MANQUE DE  
MOYENS**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**14 %** 26 %

% de répondants qui ont  
**QUITTÉ L'ÉCOLE AVANT  
LA FIN**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**38 %** 42 %

% de répondants  
**QUI ONT UN GROUPE  
D'AMIS**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**37 %** 55 %

% de répondants qui  
**ONT UN RÉSEAU SUR  
LEQUEL S'APPUYER**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**40 %** 40 %

% de répondants qui  
**VEULENT ACCÉDER À  
DES SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**73 %** 51 %

# PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants

NÉS DANS UNE AUTRE  
COMMUNAUTÉ

**31 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**25 %**

% de répondants

QUI REÇOIVENT DES  
TRANSFERTS DE FONDS  
DE L'ÉTRANGER

**10 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**15 %**

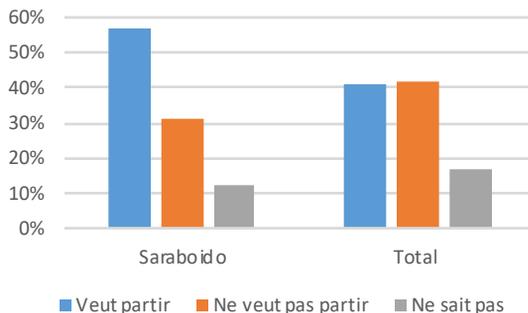
% de répondants qui ont  
DE LA FAMILLE OU  
DES AMIS À  
L'ÉTRANGER

**56 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**60 %**

RAISONS PRINCIPALES D'ÊTRE PARTI

1. Opportunités économiques
2. Réunification avec la famille
3. Opportunités pour l'éducation

DÉSIR DE QUITTER LA COMMUNAUTÉ



■ Veut partir ■ Ne veut pas partir ■ Ne sait pas

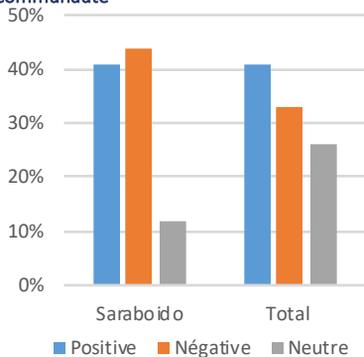
## RÉINTÉGRATION DURABLE : CONTRAINTE ET OPPORTUNITÉS

% de

MIGRANTS DE  
RETOUR

**30 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**32 %**

Perception des migrants de retour dans la  
communauté



■ Positive ■ Négative ■ Neutre

% de répondants qui ont  
ACCÈS À DES  
SERVICES

PSYCHOSOCIAUX  
**27 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**27 %**

% de répondants qui  
SE SENTENT  
DISCRIMINÉS

**22 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**24 %**

### DIMENSION ÉCONOMIQUE

#### OPPORTUNITÉS :

- Opportunités à court ou moyen terme dans le secteur agricole, avec un soutien technique, matériel et financier
- Opportunités à court ou moyen terme dans le secteur de l'élevage et du commerce

#### CONTRAINTE :

- Manque de soutien technique et financier dans l'agriculture et l'élevage
- Fragilité des infrastructures et accès à l'eau difficile

### DIMENSION SOCIALE

#### OPPORTUNITÉS

- Vie sociale active au sein de la communauté, grâce à la présence de nombreuses associations (coopératives, groupes de jeune et groupe de sport)

#### CONTRAINTE :

- Perception plutôt négative des migrants de retour
- Relative absence des institutions

### DIMENSION PSYCHOLOGIQUE

#### OPPORTUNITÉS :

- Présence de groupe de jeunes actifs et soudés

#### CONTRAINTE :

- Manque d'acteurs spécialisés dans le soutien psychologique

# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

Acteurs	Faiblesses/Forces	Eco.	Soc.	Psycho.	C4D
Chambre préfectorale d'agriculture	Régule les activités agricoles et s'assure que les agriculteurs sont organisés en groupements et unions pour promouvoir leur développement et défendre leurs intérêts. Manque de connaissance sur les défis liés à la migration et à la réintégration, mais expérience dans l'accompagnement des groupements, associations coopératives dans le domaine agricole	X	X		
Crédit rural de Guinée	Institution de micro finance qui facilite l'accès au crédit et l'épargne. Manque de connaissance sur les défis liés à la migration et à la réintégration, mais bénéficie de solides capacités techniques et financières, et d'une légitimité auprès de la population et autorités locales	X			
Association des Jeunes Unis pour le Développement de Saraboido	Renforce les liens entre les jeunes de Saraboido, et le développement de la localité à travers l'organisation d'activités culturelles. Le président de l'association a suivi une formation sur la migration mais manque de moyens financiers pour organiser des activités culturelles		X	X	X
Toura Kaba	Entreprise d'import-export entre Saraboido, la Guinée Bissau et le Sénégal. Perception positive des migrants de retour, et dirigée par un migrant de retour.	X			

## RECOMMANDATIONS

### Favoriser l'entrepreneuriat social pour améliorer les infrastructures

Identifier les besoins prioritaires en matière d'infrastructures et renforcer les initiatives entrepreneuriales permettant d'y répondre en effectuant des interventions à trois niveaux

- Mener une étude sur l'entrepreneuriat rural dans les domaines identifiés (éducation, eau, santé, électricité)
- Lancer un appel à projets auprès des membres de la communauté, et sélectionner des candidats pour un programme de soutien (formations, accès au crédit)
- Octroyer une subvention aux candidats sélectionnés, et signature d'un contrat garantissant l'engagement du candidat, de l'OIM et l'inclusion des migrants de retour.

**Partenaires potentiels :** Crédit rural de Guinée, Association des Jeunes

### Renforcer le soutien technique et financier pour les projets des jeunes

Pour y remédier, une intervention est possible à trois niveaux

- À l'aide de facilitateurs de proximité, identifier et formuler avec les jeunes des projets agricoles ou dans l'élevage
- Sélection des projets les plus pertinents et accompagnement du jeune pour accéder au crédit (explication du système bancaire, médiation entre la banque et le jeune, prêt pour assurer une garantie financière à la banque)
- Accompagnement des jeunes par un soutien technique et favoriser l'accès à la formation.

**Partenaires potentiels :** Chambre préfectorale d'Agriculture, Crédit Rural de Guinée, Association des Jeunes pour le développement de Saraboido

### Sensibiliser les associations pour la jeunesse aux thématiques de la migration et de la réintégration

Afin de renforcer la réintégration des migrants de retour, et proposer des alternatives à la migration régionale pour renforcer le potentiel économique de Saraboido, des interventions sont possibles à deux niveaux

- Formaliser leurs réseaux : trouver un local pour leurs rencontres et renforcer leur légitimité auprès des autorités locales
- Formation et information : sur les tendances migratoires, les dangers de la migration illégale, des noms de programmes et d'acteurs pouvant soutenir les jeunes ; afin qu'ils puissent ensuite diffuser les informations auprès des membres de l'association.

RÉPONDRE AUX DÉFIS DE LA COMMUNAUTÉ

CRÉER DE L'EMPLOI

FAVORISER LA RÉINTÉGRATION DURABLE

# Senko

Région de N'zérékoré

Population  
80 104

Type :  
Commune  
rurale

Langages : français,  
malinké, soussou,  
peul



Senko est une ville de la région de N'zérékoré, la région la plus éloignée de Conakry, la moins urbanisée et située dans la zone naturelle de Guinée forestière où le taux de pauvreté est de 67 % contre 55 % au niveau national. Les secteurs économiques les plus dynamiques sont l'agriculture, l'élevage et plus récemment la production industrielle hydraulique.

## DÉFIS PRINCIPAUX AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ

### Manque de soutien pour les entrepreneurs

Les membres de la communauté manquent de formation technique et d'accès au crédit pour développer leurs propres projets dans les secteurs dynamiques de l'agriculture, l'élevage et le commerce.

### L'état des routes pénalise le commerce

Le mauvais état des infrastructures routières, à laquelle s'ajoute un relief naturel composé de plusieurs bas fonds et cours d'eau, rend la circulation difficile, surtout pendant la saison pluvieuse. Cela pénalise le commerce, secteur qui bénéficie pourtant d'un fort potentiel dû à la position géographique de Senko.



### Fragilité des infrastructures locales

L'un des défis majeurs de la communauté est l'état des infrastructures et le manque d'accès aux services. L'accès à l'eau et à l'électricité n'est pas garanti par l'Etat et est davantage assuré par des acteurs privés ou des ONG. Cela donne une image négative des autorités locales auprès de la population.

« D'aucune manière que ce soit ici à Senko, les autorités ont conscience de ce que vivent les communautés. Elles sont principalement impliquées dans les questions politiques ».  
Membre de la communauté, fiche d'observation

## PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

% des répondants avec  
**UN EMPLOI RÉMUNÉRÉ ou  
UNE ACTIVITÉ GÉNÉRATRICE DE  
REVENUS**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**28 %** 30 %

### ACTIVITÉS PRINCIPALES DES RÉPONDANTS :

1. Import-export (18 %)
2. Commerce de détail (15 %)
3. Mécanique (15 %)

### SATISFACTION POUR L'ACCÈS AUX SERVICES

	Senko	Moyenne
Education	-10	41%
Papiers d'identité	-9	26%
Logement	-5	53%
Soins de santé	-11	34%
Eau potable	-21	34%
Justice et Police	-9	23%

% des répondants  
**À LA RECHERCHE  
D'EMPLOI**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**20 %** 20 %

% de répondants qui sont  
**INTÉRESSÉS À MONTER LEUR  
PROPRE ENTREPRISE**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**94 %** 82 %

### RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTÉ UN BUSINESS :

1. Manque de capital
2. Manque de qualifications professionnelles

% de répondants qui  
**PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**45 %** 41 %

% de répondants qui ont  
atteint  
**LYCÉE OU AU-DESSUS**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**19 %** 20 %

% de répondants qui ont  
**ONT SOUFFERT D'UNE  
MALADIE OU D'UN  
ACCIDENT L'ANNÉE  
DERNIÈRE**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**57 %** 51 %

% de répondants qui ont  
**DÛ RÉDUIRE LEUR CONSOMMATION DE  
NOURRITURE À CAUSE D'UN MANQUE DE  
MOYENS**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**41 %** 26 %

% de répondants qui ont  
**QUITTÉ L'ÉCOLE AVANT  
LA FIN**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**40 %** 42 %

% de répondants  
**QUI ONT UN GROUPE  
D'AMIS**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**69 %** 55 %

% de répondants qui  
**ONT UN RÉSEAU SUR  
LEQUEL S'APPUYER**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**55 %** 40 %

% de répondants qui  
**VEULENT ACCÉDER À  
DES SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**46 %** 51 %

# PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants  
NÉS DANS UNE AUTRE  
COMMUNAUTÉ

**28 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**25 %**

% de répondants  
QUI REÇOIVENT DES  
TRANSFERTS DE FONDS  
DE L'ÉTRANGER

**26 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**15 %**

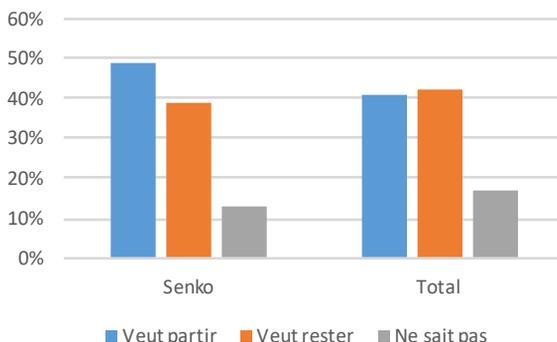
% de répondants qui ont  
DE LA FAMILLE OU  
DES AMIS À  
L'ÉTRANGER

**81 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**60 %**

## RAISONS PRINCIPALES D'ÊTRE PARTI

1. Réunification avec la famille
2. Opportunités économiques
3. Opportunités pour l'éducation

## DÉSIR DE QUITTER LA COMMUNAUTÉ

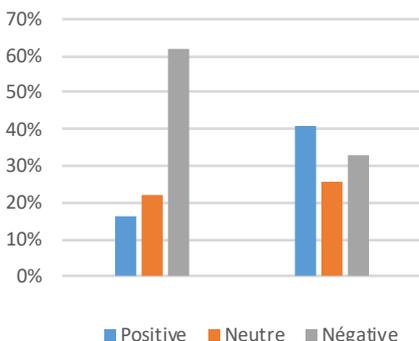


## RÉINTÉGRATION DURABLE : CONSTRAINTES ET OPPORTUNITÉS

% de  
MIGRANTS DE  
RETOUR

**55 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**32 %**

Perception des migrants de retour dans la  
communauté



% de répondants qui ont  
ACCÈS À DES  
SERVICES  
PSYCHOSOCIAUX

**23 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**27 %**

% de répondants qui  
SE SENTENT  
DISCRIMINÉS

**34 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**24 %**

## DIMENSION ÉCONOMIQUE

### OPPORTUNITÉS :

- Opportunités à court ou moyen terme dans le secteur agricole et l'élevage, avec un soutien technique, matériel et financier
- Opportunités à court ou moyen terme dans le secteur industriel hydraulique

### CONSTRAINTES :

- Manque de soutien technique et financier dans l'agriculture et l'élevage
- Fragilité des infrastructures et accès à l'eau difficile
- Communauté enclavée

## DIMENSION SOCIALE

### OPPORTUNITÉS :

- Vie sociale active au sein de la communauté, grâce à la présence de nombreuses associations (coopératives, groupes de jeune, groupe culturel)

### CONSTRAINTES :

- Perception majoritairement négative des migrants de retour (20 points au-dessus de la moyenne de l'échantillon)
- Fragilité des institutions locales et isolement

## DIMENSION PSYCHOLOGIQUE

### OPPORTUNITÉS :

- Présence de groupe de jeunes actifs et soudés

### CONSTRAINTES :

- Manque d'acteurs spécialisés dans le soutien psychologique

# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

Acteurs	Faiblesses/Forces	Eco.	Soc.	Psycho.	C4D
Tostan	ONG qui met en œuvre des programmes de renforcement des capacités communautaires, accent mis sur la bonne gouvernance entre les autorités et la population. Manque de connaissance des défis liés à la migration/migrants de retour.		X		
Sabougnama	Organisation qui assure la coordination entre les différents groupements d'agriculteurs dans le centre de Senko et les villages aux alentours. Créée en 2011 avec 28 personnes, elle regroupe aujourd'hui 500 Manque de connaissance des défis liés à la migration/migrants de retour	X			
Giong	ONG créée en 2010, spécialisée dans les projets de construction à l'échelle communautaire. Offre des formations aux jeunes qui souhaitent devenir maçons, électriciens, carreleurs, plombiers. Travaille déjà avec les migrants et favorisent leur réinsertion socio-économique, mais manque de moyens financiers.		X	X	X
Diamakasia	Fondée par un enseignant de la communauté en 1992, s'occupe de l'assainissement de Senko. Sensibilise les jeunes dans les écoles sur la migration, mais manque de moyens financiers.	X	X	X	X
Micro-entreprises hydrauliques: Djigbè, Brondékou, Eau sabou	Entreprises travaillent dans la production d'eau potable. Emploient des migrants de retour mais manquent de capital financier pour se développer.	X			

## RECOMMANDATIONS

### Soutien aux micro-entreprises

Les habitants de Senko comblent le manque d'infrastructures locales par des initiatives privées, qui nécessitent un soutien technique et financier pour être durables. Trois axes de travail :

- Identifier les micro-entrepreneurs en demande d'accompagnement (ouverture d'un espace d'accueil, prise de contact avec les services et institutions, réalisation d'enquêtes)
- Identification des besoins d'appui (formalisation des idées de projet ou de développement de l'entreprise, appui pour la recherche de financement, renforcement des capacités techniques)
- Établir un plan d'accompagnement par le micro-entrepreneur et l'accompagnateur

Exemple de bonne pratique : l'ONG du GRDR, active en Guinée, a développé un guide pratique d'accompagnement des micro-entreprises

**Partenaires potentiels :** micro entreprises hydrauliques

### Renforcer les infrastructures routières

Afin de désenclaver Senko et favoriser la circulation des produits agricoles, une intervention est possible à deux niveaux

- Identifier les différents projets de construction à mettre en place (routes d'accès à Senko, route pour la desserte des districts)
- Inclure la communauté dans le projet de construction (volontaires des ONG locales, associations de jeunes)

**Partenaires potentiels :** Giong, Sabougnama

### Renforcer le tissu associatif de manière plus inclusive

La perception des migrants de retour est majoritairement négative à Senko. Afin d'y remédier, une intervention est possible à deux niveaux :

- Sensibiliser les associations, nombreuses et dynamiques à Senko, aux thématiques de la migration et la réintégration
- Inclure la thématique de la migration dans les dialogues communautaires, et favoriser le dialogue entre les migrants de retour et les membres de la communauté

**Partenaires potentiels :** Tostan

**RÉPONDRE AUX DÉFIS DE LA COMMUNAUTÉ**

**CRÉER DE L'EMPLOI**

**FAVORISER LA RÉINTÉGRATION DURABLE**

# Timbi Madina

Région de Mamou

Population  
51 988

Type :  
Commune rurale

Langues  
peul, soussou,  
français



Timbi Madina est une ville qui relève de la sous-préfecture de Pita, située dans la région de Mamou, plaque tournante des échanges reliant l'Est du pays et le Nord de la Basse Guinée. La ville est réputée pour sa culture de la pomme de terre dont elle assure à elle seule 70 % de la production nationale. Les secteurs du commerce, de l'élevage et de l'éducation se développent également.

## DÉFIS PRINCIPAUX AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ

« Vous savez la plupart des jeunes n'aiment pas le travail manuel (...), mais la seule ressource disponible ici à Timbi Madina est l'agriculture et c'est tout ce qu'ils peuvent faire parce qu'ils ne peuvent pas être médecin, infirmier, juriste ni autre chose que travailler dans l'agriculture, l'élevage ou le commerce ».

Président du district de Madina centre

### Manque de cohésion sociale entre les jeunes

Les jeunes ne s'unissent pas pour former des coopératives ou des associations. Le taux de participation des répondants à ce type de groupes est de 2 %.

« En résumé, nous ne sommes pas du tout soudés ici entre jeunes parce que lorsque nous faisons des rencontres entre les associations pour travailler et nous donner la main pour le bien de Timbi Madina, nous finissons toujours par des clashes ». Représentant de l'Union des jeunes et amis de Madina 2

### Manque d'intérêt des jeunes pour l'agriculture

Selon notre sondage, seuls 15 % des personnes interrogées souhaitent acquérir des compétences dans l'agriculture alors que ce secteur est largement dominant à Timbi Madina. Les femmes sont nombreuses à s'être associées en groupements agricoles, mais les jeunes manquent encore d'initiatives de coopération.

### L'état des routes pénalise le commerce

Le mauvais état des infrastructures routières rend la circulation difficile, surtout pendant la saison pluvieuse. Cela pénalise le commerce de la pomme de terre et l'accès aux services dans tous les districts de Timbi Madina.

Marché hebdomadaire de Timbi Madina



## PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

% des répondants avec  
UN EMPLOI RÉMUNÉRÉ ou  
UNE ACTIVITÉ GÉNÉRATRICE DE  
REVENUS

Moyenne de  
l'échantillon :  
**25 %** **30 %**

ACTIVITÉS PRINCIPALES DES  
RÉPONDANTS :

1. Petit commerce de détail (29 %)
2. Construction (13 %)
3. Agriculture (10 %)

% de répondants qui sont  
INTÉRESSÉS À MONTER LEUR  
PROPRE ENTREPRISE

Moyenne de  
l'échantillon :  
**71 %** **82 %**

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR  
MONTÉ UN BUSINESS :

1. Manque de capital
2. Manque de connexions personnelles
3. Manque de compétences professionnelles

% de répondants qui ont  
DÛ RÉDUIRE LEUR CONSOMMATION DE  
NOURRITURE À CAUSE D'UN MANQUE DE  
MOYENS

Moyenne de  
l'échantillon :  
**20 %** **26 %**

% de répondants qui ont  
QUITTE L'ÉCOLE AVANT  
LA FIN

Moyenne de  
l'échantillon :  
**31 %** **42 %**

SATISFACTION DE L'ACCÈS AUX SERVICES

	Timbi Madina	Moyenne
Education	+29	41%
Papiers d'identité	+21	26%
Logement	+18	53%
Soins de santé	+30	34%
Eau potable	+18	34%
Justice et Police	+25	23%

% de répondants qui  
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

Moyenne de  
l'échantillon :  
**60 %** **41 %**

% de répondants qui ont  
atteint  
LYCÉE OU AU-DESSUS

Moyenne de  
l'échantillon :  
**28 %** **20 %**

% de répondants  
QUI ONT UN GROUPE  
D'AMIS

Moyenne de  
l'échantillon :  
**70 %** **55 %**

% de répondants qui  
ONT UN RÉSEAU SUR  
LEQUEL S'APPUYER

Moyenne de  
l'échantillon :  
**28 %** **40 %**

% des répondants  
À LA RECHERCHE  
D'EMPLOI

Moyenne de  
l'échantillon :  
**19 %** **20 %**

% de répondants qui ont  
ONT SOUFFERT D'UNE  
MALADIE OU D'UN  
ACCIDENT L'ANNÉE  
DERNIÈRE

Moyenne de  
l'échantillon :  
**48 %** **51 %**

% de répondants qui  
VEULENT ACCÉDER À  
DES SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES

Moyenne de  
l'échantillon :  
**21 %** **51 %**

# PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants  
NÉS DANS UNE AUTRE  
COMMUNAUTÉ

**26 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**25 %**

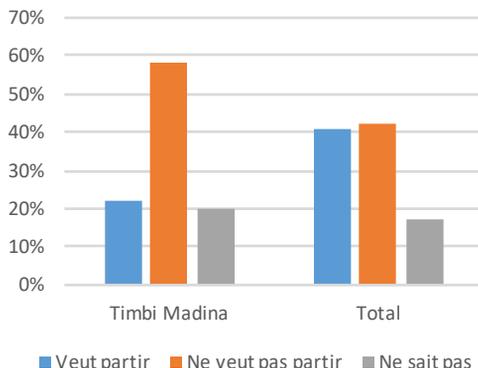
% de répondants  
QUI REÇOIVENT DES  
TRANSFERTS DE FONDS  
DE L'ÉTRANGER

**5 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**15 %**

% de répondants qui ont  
DE LA FAMILLE OU  
DES AMIS À  
L'ÉTRANGER

**43 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**60 %**

## DÉSIR DE QUITTER LA COMMUNAUTÉ



## RAISONS PRINCIPALES D'ÊTRE PARTI

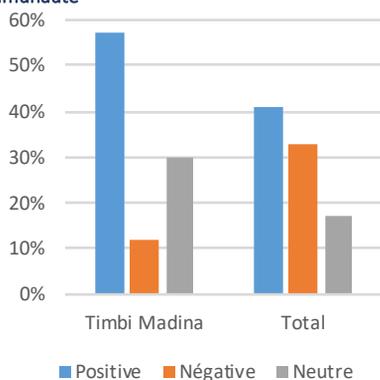
1. Opportunités économiques
2. Réunification avec la famille
3. Opportunités pour l'éducation

## RÉINTÉGRATION DURABLE : CONTRAINTES ET OPPORTUNITÉS

% de  
MIGRANTS DE  
RETOUR

**29 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**32 %**

Perception des migrants de retour dans la  
communauté



% de répondants qui ont  
ACCÈS À DES  
SERVICES  
PSYCHOSOCIAUX

**19 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**27 %**

% de répondants qui  
SE SENTENT  
DISCRIMINÉS

**25 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**24 %**

### DIMENSION ÉCONOMIQUE

#### OPPORTUNITÉS :

- Opportunités à court ou moyen terme dans le secteur agricole et l'élevage, avec un soutien technique, matériel et financier
- Plus de la moitié de la population participe à des coopératives, associations pour le commerce

#### CONTRAINTES :

- Manque de coopératives de jeunes, et d'intérêt pour le secteur agricole
- Faiblesse des infrastructures routières

### DIMENSION SOCIALE

#### OPPORTUNITÉS :

- Perception majoritairement positive des migrants de retour
- Influence et légitimité des leaders religieux

#### CONTRAINTES :

- Seul un tiers de la population participe à des activités sociales
- Manque de coopération entre les jeunes

### DIMENSION PSYCHOLOGIQUE

#### OPPORTUNITÉS :

- Influence et légitimité des leaders religieux

#### CONTRAINTES :

- Manque d'acteurs spécialisés dans le soutien psychologique

# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

Acteurs	Faiblesses/Forces	Eco.	Soc.	Psycho.	C4D
Crédit Rural de Timbi Madina	Institution de micro finance, financée en partie par l'Agence Française de Développement et la Banque Mondiale. Bénéficie de solides capacités techniques et financières, et d'une bonne relation avec les autorités locales. Manque de connaissance sur les défis liés à la migration et à la réintégration des migrants de retour.	X			
Fédération des Paysans du Fouta Djallon	Née en 1992 à Timbi Madina, elle compte aujourd'hui plus de 20 000 adhérents, dont 70% de femmes. Elle promeut la sécurité alimentaire et aide les paysans à commercialiser leurs surplus de production en pomme de terre, oignons et tomates. Elle prévoit d'intégrer les migrants dans leurs projets agricoles après leur recensement, et bénéficie d'une forte légitimité auprès de la population et des ONG locales et internationales.	X	X		
Union des Jeunes et Amis de Madina 2	Met en place une des initiatives locales pour améliorer l'environnement de la communauté (assainissement, électrification, renforcement des infrastructures scolaires). Prévoit une journée de sensibilisation sur la migration, mais l'union manque de financements pour ses activités.		X	X	
ONG Solides	ONG locale qui intervient dans plusieurs domaines: assainissement, culture et agriculture. Bonne connaissance des réalités locales au niveau des districts (enquêtes et rencontres avec les autorités locales) mais manque de moyens financiers.	X	X	X	X
Leaders religieux	Respectés par la communauté et interviennent dans la résolution des conflits Ex: Mise en place d'un comité de veille pendant les élections en 2010 pour surveiller et apaiser les tensions communautaires .		X		X

## RECOMMANDATIONS

### Développer les filières inclusives pour renforcer les groupements agricoles

Améliorer la chaîne de valeur des groupements agricoles en effectuant des interventions à 3 niveaux

- soutenir la modernisation du secteur agricole (engrais, mécanisation, protection et conservation des cultures, gestion de la qualité des produits)
- soutenir l'accès au crédit (information sur le système bancaire, le micro crédit, négocier la négociation entre l'agriculteur et l'institution financière)
- formation aux techniques de transformation agricoles

Cela permettra de créer des emplois plus qualifiés et divers, et offrir de meilleures conditions de travail afin d'attirer les jeunes dans le secteur agricole.

**Partenaires potentiels :** ONG Solides, Fédération des Paysans du Fouta Djallon, Crédit Rural

### Renforcer la cohésion sociale entre les jeunes

Afin de renforcer la cohésion sociale entre les jeunes, une intervention est possible à trois niveaux

- Créer un cadre de dialogue et de collaboration pour que les groupes de jeunes puissent se rencontrer
- Nommer un médiateur/facilitateur de proximité pour animer le dialogue
- Favoriser le développement d'activités sportives et culturelles, et accroître la participation des jeunes

**Partenaires potentiels :** Délégation sous-préfectorale de la jeunesse, Union des Jeunes et Amis de Madina 2

RÉPONDRE AUX DÉFIS DE LA COMMUNAUTÉ

CRÉER DE L'EMPLOI

FAVORISER L'INTÉGRATION DURABLE

# Timbo

## Région de Mamou

Population : 10 835  
Type : Communauté rurale

Langues : français, peul, malinké



Timbo est une commune rurale, située à 55 km du chef lieu Mamou de la préfecture, plaque tournante des échanges reliant l'est du pays et le nord de la basse Guinée. L'économie locale repose sur le commerce, l'élevage, mais avant tout l'agriculture, et plus particulièrement la culture d'arachide.

### CARACTÉRISTIQUES DE LA COMMUNAUTÉ

Mosquée de Timbo

#### Défis dans le secteur agricole

De nombreux groupements agricoles (en particulier de femmes dans la transformation de la graine d'arachide) se sont créés mais manquent de soutien financier pour améliorer la qualité de leur production et accroître leurs revenus.

#### Manque de personnel dans les services publics

Les domaines de l'éducation et de la santé sont en manque de personnels compétents, ce qui peut limiter la fourniture des services au centre de la ville, et réduire leur qualité.



#### Des micro-entreprises en manque de soutien technique et financier de la part des ONG et des autorités

Plusieurs micro-entreprises ont été identifiées pendant la recherche (taxi moto, atelier de soudure, garage). Elles souhaitent favoriser la réinsertion socio-économique des migrants, mais manquent de formations et de capital financier pour agrandir leurs entreprises et renforcer leurs capacités. La plupart des parties prenantes interrogées regrettaient l'absence d'aides extérieures, d'ONG ou du gouvernement, dans la commune.

Nous les entrepreneurs de Timbo nous nous battons pour que tous les fils de Timbo comptent sur leur propre capacité entrepreneuriale, raison pour laquelle nous organisons des formations et des sensibilisations dans le domaine entrepreneurial. Seulement notre problème est que nous n'avons pas d'aides extérieures.  
Taxis Moto, Timbo

### PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE



#### ACTIVITÉS PRINCIPALES DES RÉPONDANTS :

1. Petit commerce de détail (24 %)
2. Agriculture (12 %)
3. Transport (12 %)

#### SATISFACTION DE L'ACCÈS AUX SERVICES

	Timbo	Moyenne
Education	+10	41%
Papiers d'identité	+24	26%
Logement	+19	53%
Soins de santé	+32	34%
Eau potable	+18	34%
Justice et Police	+9	23%



#### RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTÉ UN BUSINESS :

1. Manque de capital
2. Manque de compétences professionnelles



# PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants  
NÉS DANS UNE AUTRE  
COMMUNAUTÉ

**17 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**25 %**

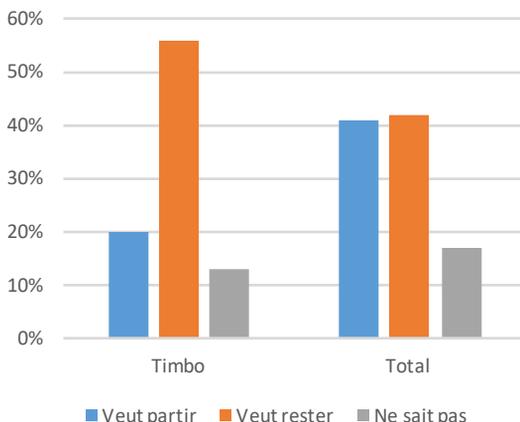
% de répondants  
QUI REÇOIVENT DES  
TRANSFERTS DE FONDS  
DE L'ÉTRANGER

**7 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**15 %**

% de répondants qui ont  
DE LA FAMILLE OU  
DES AMIS À  
L'ÉTRANGER

**40 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**60 %**

## DÉSIR DE QUITTER LA COMMUNAUTÉ



## RAISONS PRINCIPALES D'ÊTRE PARTI

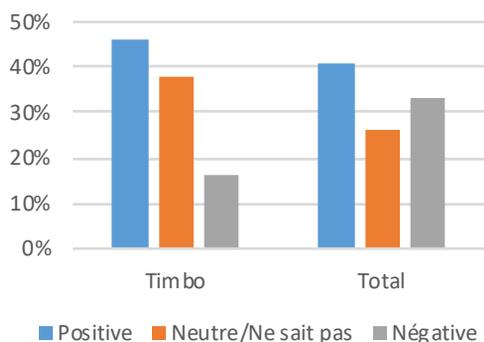
1. Réunification avec la famille
2. Opportunités économiques
3. Opportunités pour l'éducation

## RÉINTÉGRATION DURABLE : CONTRAINTES ET OPPORTUNITÉS

% de  
MIGRANTS DE  
RETOUR

**13 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**32 %**

Perception des migrants de retour dans la  
communauté



% de répondants qui ont  
ACCÈS A DES  
SERVICES  
PSYCHOSOCIAUX

**28 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**27 %**

% de répondants qui  
SE SENTENT  
DISCRIMINÉS

**17 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**24 %**

### DIMENSION ÉCONOMIQUE

#### OPPORTUNITÉS :

- Opportunités à court ou moyen terme dans le secteur agricole et l'élevage, avec un soutien technique, matériel et financier
- La moitié de la population participe à des coopératives et associations pour le commerce

#### CONTRAINTES :

- Manque d'aides extérieures de la part des ONG et de l'État pour soutenir les initiatives entrepreneuriales

### DIMENSION SOCIALE :

#### OPPORTUNITÉS :

- Perception majoritairement neutre ou positive des migrants de retour
- Plus de la majorité de la population participe à des activités sociales

#### CONTRAINTES :

- Manque de personnels dans l'éducation et la santé

### DIMENSION PSYCHOLOGIQUE

#### OPPORTUNITÉS :

- Présence d'associations (pour le commerce, pour la jeunesse) qui offrent un soutien moral aux migrants de retour

#### CONTRAINTES :

- Manque d'acteurs spécialisés dans le soutien psychologique

# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

Acteurs	Faiblesses/Forces	Eco.	Soc.	Psycho.	C4D
Structure de la jeunesse	Coordonne et développe des activités pour la jeunesse, les sous-préfectures dans 6 districts avec 50 jeunes animateurs par district		X	X	X
Association des Jeunes Agriculteurs pour le Développement de Timbo	Favorise l'implication des jeunes dans les activités agricoles de Timbo. Mise en place d'un plan stratégique intégré au niveau du de développement local de la commune. Manque de moyens techniques et financiers, mais légitimité auprès des jeunes et de la population. Travaille également auprès des migrants (activités de sensibilisation, soutien moral) .	X	X	X	X
Centre NAFA	Œuvre pour la formation des jeunes filles dans les métiers liés à la couture, le tissage et la broderie, pendant un cursus de 3 ans. Manque de sensibilisation sur la thématique de la migration et de matériel pour ses employés	X	X		
Micro-Entreprises	Micro-entreprises (Taxis Motos, ateliers de soudure, gargoteries) qui souhaitent employer des migrants et se développer mais manquent de formations et capital financier.	X			
Groupements de femmes	Une grande majorité de femmes travaille dans la transformation de pâte d'arachide et forme des groupements pour accroître l'efficacité de leur production et leurs revenus	X	X	X	

## RECOMMANDATIONS

### Renforcer le développement des micro-entreprises

Afin de renforcer les micro-entreprises déjà existantes, une intervention est possible à trois niveaux :

- Identifier les micro-entrepreneurs en demande d'accompagnement (ouverture d'un espace d'accueil, prise de contact avec les services et institutions, réalisation d'enquêtes)
- Identification des besoins d'appui (formalisation des idées de projets ou de développement d'entreprise, appui pour la recherche de financement, renforcement des capacités techniques)
- Établir un plan d'accompagnement avec le micro-entrepreneur et l'accompagnateur  
Exemple de bonne pratique : l'ONG du GRDR, active en Afrique de l'Ouest, a développé un guide pratique d'accompagnement des micro-entreprises.

**Partenaires potentiels :** Micro entreprises existantes

### Développer les filières inclusives pour renforcer les groupements agricoles

Améliorer la chaîne de valeur des groupements agricoles en effectuant des interventions à 3 niveaux :

- soutenir la modernisation du secteur agricole (engrais, mécanisation, protection et conservation des cultures, gestion de la qualité des produits)
- soutenir l'accès au crédit (information sur le système bancaire, le micro crédit, accompagner la négociation entre l'agriculteur et l'institution financière)
- formation aux techniques de transformation agricoles.

**Partenaires potentiels :** Groupement de femmes, Associations des Jeunes Agriculteurs pour le développement de Timbo

RÉPONDRE AUX DÉFIS DE LA COMMUNAUTÉ

CRÉER DE L'EMPLOI

FAVORISER L'INTÉGRATION DURABLE



## RECOMMANDATIONS SPÉCIFIQUES POUR LES COMMUNAUTÉS DE L'ÉTUDE

Le tableau suivant fournit un résumé des profils communautaires et des interventions prioritaires présentés dans le rapport cartographique de l'étude. Les profils détaillant les principales forces et faiblesses des communautés de l'étude sont fournis à la suite de ce tableau récapitulatif.

<i>Communauté</i>	<i>Défis</i>	<i>Profil migratoire</i>	<i>Interventions prioritaires possibles</i>	<i>Partenaires locaux potentiels</i>
<b>TIMBO</b>	Manque de soutien technique et financier pour les groupements agricoles et les microentreprises	Perception négative des migrants de retour	Renforcer le développement des micros entreprises Développer les filières inclusives pour renforcer les groupements agricoles	- Groupements de femmes - Micro entreprises - Associations pour la jeunesse - Structures de la jeunesse
<b>TIMBI MADINA</b>	État des routes Manque d'intérêt des jeunes pour l'agriculture Manque de cohésion sociale entre les jeunes	Peu de transferts de fonds	Développer les filières inclusives pour renforcer les groupements agricoles Renforcer la cohésion sociale entre les jeunes	- Fédération des paysans du Fouta Djallo pour attirer les jeunes dans le secteur agricole - ONG Solides pour sensibiliser les jeunes sur les bénéfices de l'agriculture - Sages religieux pour être médiateurs du dialogue entre les jeunes
<b>SENKO</b>	État des routes Manque de légitimité des autorités	Perception négative des migrants de retour	Soutien aux micros entreprises Renforcer les infrastructures routières Renforcer le tissu associatif de manière plus inclusive	Tostan : ONG pour renforcer les capacités communautaires - Diaspora (80 % ont de la famille ou des amis à l'étranger) - Groupes de jeunes et de femmes
<b>KOLABOUI</b>	Tensions politiques Fragilité des infrastructures locales	Exode rural	Soutien à la mise en place d'un cadre de concertation local pour renforcer la cohésion sociale	- La diaspora - Bureau des jeunes

<i>Communauté</i>	<i>Défis</i>	<i>Profil migratoire</i>	<i>Interventions prioritaires possibles</i>	<i>Partenaires locaux potentiels</i>
			Renforcer le dialogue politique et communautaire entre les jeunes, les autorités locales et les sociétés minières	- Délégation sous-préfectorale de la jeunesse - CECI
<b>SARABOIDO</b>	Manque de formation et d'accès au crédit pour les jeunes Fragilité des infrastructures locales	Migration vers les pays voisins (Sénégal et Guinée-Bissau)	Renforcer le soutien technique et financier pour les projets des Jeunes ; Sensibiliser les associations pour la jeunesse aux thématiques de la migration et la réintégration	- Chambre préfectorale d'agriculture - Crédit rural : atelier d'information sur l'accès au crédit - Association de jeunes unis pour le développement de Timbo : plate-forme de communication

Samuel Hall est un bureau d'étude proposant des services d'analyse d'experts, des conseils personnalisés et un accès aux connaissances locales pour un large éventail d'acteurs opérant dans les environnements les plus difficiles du monde.

Nous sommes spécialisés dans les enquêtes socioéconomiques, les études privées et publiques et l'évaluation de l'impact de divers acteurs humanitaires et de développement. Grâce à une approche rigoureuse et à l'inclusion d'experts universitaires, de praticiens de terrain et d'un vaste réseau de chercheurs nationaux, nous apportons des idées novatrices et des solutions pratiques pour résoudre les problèmes sociaux, économiques et politiques les plus urgents de notre époque.

Samuel Hall a des bureaux en Afghanistan, au Kenya et en Somalie et est présent en France, en Allemagne, au Sénégal, en Tunisie et aux Émirats arabes unis. Pour plus d'informations, veuillez visiter [www.samuelhall.org](http://www.samuelhall.org).

[development@samuelhall.org](mailto:development@samuelhall.org)

